

EVIDENCE

OTTAWA, Thursday, December 1, 2022

The Standing Senate Committee on Banking, Commerce and the Economy met with videoconference this day at 11:29 a.m. [ET] to study matters relating to banking, trade and commerce generally.

Senator Pamela Wallin (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: Hello to everyone here in the room and joining us online as well. This is a meeting of the Standing Senate Committee on Banking, Commerce and the Economy. My name is Pamela Wallin and I'm the chair of the committee. I would like to introduce the members who are with us today: the deputy chair, Senator Deacon from Nova Scotia; Senator Gignac, Senator Loffreda, Senator Marshall, Senator Smith and Senator Marwah.

We're here to continue our discussion of the state of the Canadian economy, looking particularly at inflation, but at other issues as well. Today, we have the pleasure of welcoming Kevin Page, President and CEO of the Institute of Fiscal Studies and Democracy. Many of you will know him well from his former role as the Parliamentary Budget Officer and all the good work that he did at that time.

Welcome, Mr. Page. Thank you for joining us today. We'll begin with your opening remarks.

Kevin Page, President and CEO, Institute of Fiscal Studies and Democracy: Chair, deputy chair and members of the Committee on Banking, Commerce and the Economy, thank you for your study of the Canadian economy and inflation, and thank you for the opportunity to be a witness.

The global economy is bracing for a slowdown. There is a confluence of factors, many of which are the usual suspects: high inflation, including high food and energy prices; tighter financial conditions; China's struggle with COVID and Russia's war on Ukraine.

The stage is set for the third global economic shock in less than 15 years: the 2008 global financial crisis, the 2020 global pandemic and possibly the 2023 global recession, or a slowdown to fight high inflation.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, jeudi le 1^{er} décembre 2022

Le Comité sénatorial permanent des banques, du commerce et de l'économie se réunit aujourd'hui, à 11 h 30 (HE), avec vidéoconférence, pour étudier toute question concernant les banques et le commerce en général.

La sénatrice Pamela Wallin (*présidente*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

La présidente : Bonjour à tous ceux qui sont présents dans la salle ainsi qu'à ceux qui se joignent à nous en ligne. Il s'agit d'une réunion du Comité sénatorial permanent des banques, du commerce et de l'économie. Je m'appelle Pamela Wallin et je suis la présidente du comité. J'aimerais vous présenter les membres qui sont avec nous aujourd'hui : le vice-président, le sénateur Deacon de la Nouvelle-Écosse; le sénateur Gignac, le sénateur Loffreda, la sénatrice Marshall, le sénateur Smith et le sénateur Marwah.

Nous sommes ici pour poursuivre notre discussion sur l'état de l'économie canadienne, en examinant particulièrement l'inflation, mais aussi d'autres questions. Aujourd'hui, nous sommes heureux d'accueillir Kevin Page, président et directeur général de l'Institut des finances publiques et de la démocratie. Beaucoup d'entre vous le connaissent bien en tant qu'ex-directeur parlementaire du budget et pour tout le bon travail qu'il a fait à cette époque.

Monsieur Page, soyez le bienvenu. Merci de vous joindre à nous aujourd'hui. Nous allons commencer par votre déclaration liminaire.

Kevin Page, président et premier dirigeant, Institut des finances publiques et de la démocratie : Madame la présidente, monsieur le vice-président, membres du Comité des banques, du commerce et de l'économie, je vous remercie de cette étude que vous menez sur l'économie et l'inflation au Canada, et je vous remercie de me donner l'occasion de témoigner.

L'économie mondiale se prépare à un ralentissement. Il y a une confluence de facteurs, et plusieurs d'entre eux sont bien connus de tous : une inflation élevée, y compris les prix élevés des aliments et de l'énergie; le resserrement des conditions financières; la lutte de la Chine contre la COVID et la guerre de la Russie en Ukraine.

Le décor est planté pour un troisième choc économique mondial en moins de 15 ans. Il y a eu la crise financière mondiale de 2008, la pandémie mondiale de 2020, et il y aura peut-être une récession mondiale en 2023, ou un ralentissement pour juguler la forte inflation.

Canada must prepare, help vulnerable people, protect economic capacity, restore macroeconomic stability and launch a post-COVID policy agenda to promote competitiveness, sustainability, inclusion and resilience.

For Canada, the economic storm clouds are on the horizon. We can see signals in business surveys. We can see the flattening of house prices. We can see signals in global commodity and equity markets. The storm is not yet overhead.

The Canadian economy is relatively strong but wounded from the COVID experience. Real economic growth continued through the third quarter, but growth over the past two and a half years, since the start of COVID in February 2020, only matches the growth Canada experienced in one year prior to COVID.

The Canadian labour market has rebounded well. The unemployment rate has returned to pre-COVID levels. The employment and participation rates have not fully recovered, which may reflect in part the rise in job vacancy numbers.

Household and business balance sheets, at an aggregate level, are in relatively better shape than the pre-COVID period because of large federal transfers during the pandemic. Debt stress indicators have not yet raised yellow flags. If we do have a growth slowdown or a shallow and short recession, the relative strength of these balance sheets will promote resilience.

Recent inflation numbers in Canada and from the OECD — Organisation for Economic Co-operation and Development — are adding confidence to the view that consumer price inflation may have peaked, barring unexpected global shocks. The increase in the core inflation numbers — the CPI, or Consumer Price Index, excluding food and energy, as an example — over the past year continues to cause concern by policy-makers that the inflation problem needs to be addressed in a timely manner before inflation expectations and pressures become further embedded.

Canada's monetary and fiscal policy are largely on track toward policy normalization. Policy interest rates and bank balance sheets are adjusting to address high inflation. Federal budgetary deficits have fallen dramatically since 2020, reflecting the rebound in the economy and the unwinding of COVID supports. The government should be encouraged to maintain its current fiscal trajectory.

Le Canada doit se préparer, aider les personnes vulnérables, protéger la capacité économique, rétablir la stabilité macroéconomique et lancer un programme politique post-COVID pour promouvoir la compétitivité, la durabilité, l'inclusion et la résilience.

Pour le Canada, les nuages d'une tempête économique sont à l'horizon. Nous pouvons en voir des signes dans les enquêtes auprès des entreprises et dans la stabilisation du prix des maisons. Nous pouvons en voir des signes sur les marchés mondiaux des produits de base et des actions. La tempête ne s'est pas encore levée.

L'économie canadienne est relativement vigoureuse, mais l'expérience de la COVID l'a mise à mal. La croissance économique réelle s'est poursuivie au troisième trimestre, mais la croissance au cours des deux dernières années et demie — depuis le début de la COVID en février 2020 — n'a pas égalé celle que le Canada a connue au cours de l'année qui a précédé la COVID.

Le marché du travail canadien a bien rebondi. Le taux de chômage est revenu au niveau d'avant la COVID. Le taux d'emploi et le taux d'activité ne se sont pas entièrement rétablis, ce dont témoigne en partie l'augmentation du nombre d'emplois vacants.

Combinés à grande échelle, les bilans des ménages et des entreprises sont relativement meilleurs qu'avant la COVID, ce qui s'explique par les importants transferts fédéraux qui ont été faits pendant la pandémie. Les indicateurs du stress lié à l'endettement n'envoient pas encore de signaux d'alarme. Si nous avons un ralentissement de la croissance ou une récession courte et peu profonde, la solidité relative de ces bilans favorisera la résilience.

Les chiffres récents de l'inflation au Canada et dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'OCDE, renforcent l'idée que l'augmentation des prix à la consommation pourrait avoir atteint un sommet, une situation toutefois conditionnelle à l'absence de chocs mondiaux inattendus. L'augmentation des chiffres de l'inflation de base — l'indice des prix à la consommation, à l'exclusion des aliments et de l'énergie, par exemple — au cours de la dernière année continue de préoccuper les décideurs, qui estiment que le problème de l'inflation doit être réglé promptement avant que les attentes et les pressions inflationnistes ne s'aggravent.

Les politiques monétaire et budgétaire du Canada sont en grande partie axées sur un retour à la normale. Les taux d'intérêt directeurs et les bilans des banques s'ajustent pour faire face à l'inflation élevée. Les déficits budgétaires fédéraux ont chuté de manière spectaculaire depuis 2020, ce qui rend compte du rebond de l'économie et des résultats des mesures de soutien déployés pendant la COVID. Le gouvernement devrait être encouragé à maintenir sa trajectoire budgétaire actuelle.

Thank you. It would be a pleasure to respond to your questions.

The Chair: Thank you for those remarks. I have a couple quick points. Do you share the view of the Governor of the Bank of Canada that they probably should have moved more quickly on interest rates? And do you agree with the comments from your successor that there is still not really much indication that the government is in a restraint mood and that spending will slow?

Mr. Page: I do share the view of the Governor of the Bank of Canada, Mr. Macklem, that, in retrospect, it would have been better for the Canadian economy if we had started the adjustment to the normalization of policy interest rates and the quantitative tightening in the fall of 2021. But that is with hindsight. At that time — and I'm sure we'll get into this discussion — there was a debate about whether the inflation that we were experiencing — namely, the big month-to-month increases in the summer and the fall of 2021 in the CPI — was transient or permanent. I think it's now clear that it's more of the permanent nature.

With respect to the second part of your question regarding fiscal policy — again, I hope we do get into this conversation — and if we have the right fiscal stance to deal with where the economy is at right now — an economy that is still, I think, operating below trend and where there's a broad sense with respect to the planning framework that we're headed for a slowdown — I think the size of the federal budgetary deficit in Canada — something in the neighbourhood this year in the \$35-billion range, or about 1.5% of GDP — is a modest deficit. I think it's fitting in the context of an economy operating below trend, so it's not a major concern.

Going forward, I think we must be careful. We should not be launching major structural programs or new long-term programs through deficit finance. As we go forward at this point, it's important that fiscal policy continues its track toward smaller deficits as the economy closes its output gap.

The Chair: That's very helpful. Thank you for setting the stage.

Senator C. Deacon: Thank you very much, Mr. Page, for being with us here today.

Merci. Je serai heureux de répondre à vos questions.

La présidente : Je vous remercie de ces observations. J'ai quelques points rapides à soulever. Partagez-vous l'avis du gouverneur de la Banque du Canada selon lequel ils auraient probablement dû agir plus rapidement sur les taux d'intérêt? Et êtes-vous d'accord avec les observations de votre successeur selon lesquelles il n'y a pas encore vraiment d'indication que le gouvernement est d'humeur à faire des restrictions et que les dépenses vont ralentir?

M. Page : Je partage l'avis du gouverneur de la Banque du Canada, M. Macklem, selon lequel, rétrospectivement, il aurait été préférable pour l'économie canadienne que nous commencions l'ajustement normatif des taux directeurs et le resserrement quantitatif à l'automne 2021, sauf qu'il s'agit d'une réflexion qui a été émise avec le recul. À l'époque — et je suis certain que nous en reparlerons —, on se demandait si l'inflation que nous connaissons, c'est-à-dire les fortes hausses mensuelles de l'indice des prix à la consommation constatées à l'été et à l'automne 2021, était de nature transitoire ou permanente. Je pense qu'il est maintenant clair qu'elle est plutôt de nature permanente.

Pour ce qui est de la deuxième partie de votre question concernant la politique budgétaire — encore une fois, j'espère que nous aurons l'occasion d'en parler — et notamment pour ce qui est de savoir si nous avons la bonne approche budgétaire pour faire face à la situation actuelle de l'économie — une économie qui fonctionne toujours, je pense, en deçà de la tendance et où il y a un sentiment général, en ce qui concerne le cadre de planification, que nous nous dirigeons vers un ralentissement —, je pense que la taille du déficit budgétaire fédéral au Canada, avec ses quelque 35 milliards de dollars cette année, ou environ 1,5 % du PIB, est un déficit modeste. Dans le contexte d'une économie qui fonctionne en deçà de son régime habituel, je pense que c'est un déficit convenable et qu'on ne devrait pas s'en préoccuper outre mesure.

Pour l'avenir, je pense que nous devons être prudents. Nous ne devrions pas lancer de grands programmes structurels ou de nouveaux programmes à long terme en les finançant par une augmentation du déficit. En ce moment, il est important que la politique budgétaire poursuive sa trajectoire vers des déficits moins importants à mesure que l'économie reprend du poil de la bête.

La présidente : C'est très utile. Merci d'avoir brossé ce portrait.

Le sénateur C. Deacon : Merci beaucoup, monsieur Page, d'être avec nous aujourd'hui.

I want to dig a little deeper into that. Finance Minister Freeland stated this fall that:

We really believe it's important to have a fiscally responsible approach right now. We really understand the value of not pouring fuel on the flames of inflation and not making the Bank of Canada's very tough job even harder.

As you look at the measures that are in place right now, and as you look forward in terms of the plans of the Government of Canada, do you think the multi-year plan that we're all seeing right now lives up to that strong statement on the part of the finance minister?

Mr. Page: On balance, senator, I do. I support the position of Minister Freeland. If we look at the fiscal track that we have now, based on the planning outlook, we effectively almost got two planning outlooks from the Fall Economic Statement. There's an average private sector forecast from September, and then there's the finance downside scenario. Under both of those tracks I see a decline in the deficit as a percentage of GDP. I see a debt-to-GDP ratio consistent with that planning framework that continues to decline over the next five years over the medium term and gets to levels that are not dissimilar to what we've seen five or six years ago in terms of the size of that debt-to-GDP ratio, the accumulated deficit as a percentage of GDP.

As we move beyond COVID and beyond the shock that we're experiencing now with respect to Russia and Ukraine; as we talk about the agenda to promote competitiveness and to promote energy transition; to prepare the private sector and to facilitate that adjustment to a net-zero economy and to strengthen social safety nets to deal with resilience issues such as the storms that we're seeing, it probably augurs that we could see more public spending. If we do need more public spending to help the economy adjust over the medium term, it will have to be matched with revenue increases.

If we learned something from the 2008 and 2020 crises, it is that having a strong fiscal position is very useful to be able to support Canada, to support Canadian households and Canadian businesses in times when the bottom falls out of the economy as it did during those two crises.

But I think the current track would do that. It gives us that flexibility to address further downturns, including, potentially, one we might experience in 2023.

Senator C. Deacon: Thank you very much.

J'aimerais approfondir un peu la question. La ministre des Finances, Mme Freeland, a déclaré cet automne que :

Nous croyons vraiment qu'il est important d'avoir une approche financièrement responsable en ce moment. Nous comprenons vraiment l'importance de ne pas jeter de l'huile sur le feu de l'inflation et de ne pas compliquer davantage la tâche déjà très difficile de la Banque du Canada.

Lorsque vous examinez les mesures en place et les plans d'avenir du gouvernement du Canada, pensez-vous que le plan pluriannuel que nous voyons actuellement est à la hauteur de cette déclaration de la part de la ministre des Finances?

M. Page : Tout compte fait, sénateur, je dirais oui. J'appuie la position de la ministre Freeland. Si nous regardons la trajectoire fiscale actuelle sur la base des perspectives de planification, nous avons effectivement presque deux perspectives de planification dans l'énoncé économique de l'automne. Il y a une prévision moyenne du secteur privé qui remonte à septembre, et puis il y a le scénario conservateur du ministère des Finances. Dans les deux cas, je vois une baisse du déficit en pourcentage du PIB. Je vois un ratio de la dette au PIB conforme à ce cadre de planification, ratio qui continuera de diminuer au cours des cinq prochaines années et qui atteindra des niveaux qui ne seront pas différents de ce que nous avons vu il y a cinq ou six ans en ce qui a trait à la taille du ratio de la dette au PIB, c'est-à-dire le déficit accumulé en pourcentage du PIB.

Au fur et à mesure que nous nous éloignerons de la COVID et du choc que nous subissons actuellement en raison du conflit qui sévit en Europe, les intentions du gouvernement de promouvoir la compétitivité et la transition énergétique pour préparer le secteur privé et faciliter l'ajustement à une économie carboneutre, et de renforcer le filet de sécurité sociale afin d'augmenter la résilience face aux tempêtes qui s'abattent sur nous, ce programme, donc, laisse présager une augmentation probable des dépenses publiques. Si nous avons effectivement besoin de plus de dépenses publiques pour aider l'économie à s'ajuster à moyen terme, elles devront être assorties d'une augmentation des recettes.

Si nous avons appris quelque chose des crises de 2008 et de 2020, c'est qu'il est très utile d'avoir une position fiscale robuste pour soutenir le Canada, les ménages canadiens et les entreprises canadiennes, et tout particulièrement lorsque les bases de l'économie s'effondrent comme ce fut le cas lors de ces deux crises.

Or, je pense que l'approche actuelle permet de le faire. Elle nous donne la souplesse nécessaire pour faire face à d'autres ralentissements, y compris, potentiellement, à celui que nous pourrions connaître en 2023.

Le sénateur C. Deacon : Merci beaucoup.

Senator Smith: Thank you for being with us, sir.

The Parliamentary Budget Officer, in his assessment of the supplementary estimates for 2022-23, noted that personal spending accounted for about 9%, or \$2.3 billion. Additionally, his report notes that federal spending on salaries and benefits is forecasted to be \$55 billion this year, or about \$130,000 per full-time employee.

You've noted this massive hiring spree by the federal government is growing much faster than the private sector and faster than the rate of growth in the real economy. I'd like to get your thoughts on the potential impact of increasing the size of government, both for the labour market and the broader economy.

Mr. Page: Thank you, senator.

I'm glad that various media outlets and the Senate have highlighted this issue. There's been a long-standing lack of transparency in government human resources hiring plans. It's not easy for parliamentarians or Canadians to easily get information on the personal spend and the human resources plan of the Government of Canada. There's some basic data you can get from Treasury Board of Canada Secretariat. There's a report the clerk tables every year on the state of the public service that provides some data on the size of the public service, but it's not embedded into a long-term government spending plan.

When a lot of fiscal observers look at what has gone on in the growth of full-time employees, particularly under this government since 2015 — and yes, some of the growth is understandable during the COVID period — it's hard to understand how they reconcile that growth with the spending plan going forward over the next five years.

If we look at the Fall Economic Statement, you will see we do get back to balance, effectively, over five years, and if you look at revenue and spending as a percentage of GDP, you'll see that revenue has been held fairly constant relative to GDP over the medium term — a little over 16 percentage points.

Spending, particularly if you look at the big transfers to provinces and to people, they hold their own with respect to GDP, but the real decline that brings back the balance is on direct personal spending. A large component of that is the personal spending that you've highlighted, senator.

Le sénateur Smith : Merci d'être avec nous, monsieur Page.

Dans son évaluation du Budget supplémentaire des dépenses 2022-2023, le directeur parlementaire du budget note que les dépenses en personnel comptaient pour environ 2,3 milliards de dollars — soit 9 % — des autorisations budgétaires. Son rapport indique en outre que les dépenses fédérales pour les salaires et avantages sociaux des fonctionnaires devraient atteindre 55 milliards de dollars cette année, soit environ 130 000 \$ par employé à temps plein.

Vous avez noté que cette vague d'embauche massive par le gouvernement fédéral augmente beaucoup plus rapidement que dans le secteur privé et plus rapidement que le taux de croissance de l'économie réelle. J'aimerais connaître votre opinion sur les répercussions potentielles que pourrait avoir l'augmentation de la taille du gouvernement, tant sur le marché du travail que sur l'économie en général.

M. Page : Merci, sénateur.

Je suis heureux que divers médias et le Sénat aient souligné cette question. Il y a un manque de transparence de longue date dans les plans d'embauche des ressources humaines du gouvernement. Il n'est pas facile pour les parlementaires ou les Canadiens d'obtenir facilement des renseignements sur les dépenses en personnel et le plan des ressources humaines du gouvernement. Il y a quelques données de base que vous pouvez obtenir du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. Le greffier dépose chaque année un rapport sur l'état de la fonction publique qui contient certaines données sur la taille de la fonction publique, mais il n'est pas intégré à un plan de dépenses gouvernementales à long terme.

Lorsque beaucoup d'observateurs financiers se penchent sur cette croissance des employés à temps plein, en particulier sous ce gouvernement depuis 2015 — et oui, une partie de cette croissance durant la période de la COVID est compréhensible —, il est difficile de comprendre comment le gouvernement concilie cette croissance avec le plan de dépenses prévu pour les cinq prochaines années.

En regardant l'énoncé économique de l'automne, on apprend que nous reviendrons à l'équilibre, effectivement, sur cinq ans, et un coup d'œil aux recettes et dépenses en pourcentage du PIB permet de constater que les recettes prévues sont assez constantes par rapport au PIB à moyen terme —, soit un peu plus de 16 points de pourcentage.

Pour ce qui est des dépenses, surtout si vous regardez les gros transferts aux provinces et aux personnes, elles se maintiennent par rapport au PIB, mais la véritable baisse qui permet le retour à l'équilibre se situe sur le plan des dépenses en personnel. Les dépenses en personnel que vous avez soulignées en sont une composante importante, sénateur.

It would be very useful if the government were to be encouraged — and it should be from the President of the Treasury Board — to provide a five-year human resources plan, or perhaps an even longer one, that has the personal standard object that you referred to, it has the full-time employees, employees broken out by department and a five-year plan going forward. That way, we know that we will have the public service that we need to have to address various policies that we'll likely talk about and that we could reconcile the growth over the past five years with the shrinking of spending relative to GDP over the next five years. To me, that's kind of hard to reconcile.

This significant ongoing growth, which I think started in 2016, has been steady. It obviously grew over COVID, but now we see the shrinkage of direct program spending over the next five years to get back to balance.

We need to see the plan. Direct program and personal spending bills of \$55 billion or \$60 billion a year is going above nominal GDP — or above real GDP, anyway — is a concern. It is a significant spending pressure that will make it difficult for the government to achieve the kind of restraint they have in the forward planning framework.

The Chair: We're still waiting for the health care plan, too, which might be another big chunk of change.

[*Translation*]

Senator Bellemare: Thank you for joining us, Mr. Page. I have several questions, and I'll start with one that occurred to me yesterday while I was at the Senate Standing Committee on National Finance. We were studying Supplementary Estimates (B).

I was surprised by the significant increase in government operating expenditures. There is significant spending on human resources; we are talking billions. Of the \$20 billion spent, at least 20% was on operations. Has hybrid work — which is here to stay, I agree — reached the point where we need more manpower to meet our needs? You just touched on our human resource planning. Should that be part of the approach?

[*English*]

Mr. Page: Thank you, senator, for the question. I think it's a nice follow-up to the previous question from Senator Smith.

Il serait très utile d'encourager le gouvernement — et cela devrait venir du président du Conseil du Trésor — à fournir un plan quinquennal des ressources humaines, ou peut-être même un plan à plus long terme, qui comprendrait la composante standard que vous avez mentionnée, les employés à temps plein, les employés ventilés par ministère et un plan quinquennal. Cela nous permettrait de nous assurer que nous aurons la fonction publique nécessaire pour donner suite aux diverses politiques dont nous allons probablement parler et de concilier la croissance des cinq dernières années avec la diminution des dépenses par rapport au PIB au cours des cinq prochaines années. Pour moi, c'est assez difficile à concilier.

Cette importante croissance continue, qui, je pense, a commencé en 2016, a été constante. Elle a évidemment augmenté durant la COVID, sauf que maintenant, nous voyons qu'il devra y avoir une contraction des dépenses directes de programme au cours des cinq prochaines années pour revenir à l'équilibre.

Nous avons besoin de voir le plan. Des dépenses directes de programmes et des dépenses en personnel de 55 ou 60 milliards de dollars par an dépassent le PIB nominal — ou le PIB réel, en tout cas —, c'est quelque chose dont il faut se préoccuper. Il s'agit d'une pression importante sur les dépenses qui rendra difficile pour le gouvernement de réaliser le genre de restriction qu'il prévoit appliquer dans le cadre de sa planification prospective.

La présidente : Nous attendons toujours le plan pour les soins de santé, qui pourrait aussi venir changer la donne considérablement.

[*Français*]

La sénatrice Bellemare : Merci d'être avec nous, monsieur Page. J'ai plusieurs questions, je vais commencer par une qui m'est venue hier, alors que je participais aux travaux du Comité sénatorial permanent des finances nationales. Nous étudions le Budget supplémentaire des dépenses (B).

J'ai été surprise par l'accroissement significatif des dépenses de fonctionnement du gouvernement. Il y a beaucoup de dépenses en ressources humaines; on parle de milliards. Des 20 milliards de dollars, il y avait au moins 20 % des dépenses qui concernaient de fonctionnement. Est-ce que le travail en mode hybride — qui est là pour de bon, j'en conviens — est rendu au point où il faut plus de main-d'œuvre pour satisfaire nos besoins? Vous venez de parler de planification de nos ressources humaines. Est-ce que cela devrait faire partie de la problématique?

[*Traduction*]

M. Page : Merci, sénatrice, de cette question. Je pense que c'est une bonne suite à la question précédente du sénateur Smith.

I've been outside the public service for the better part of a decade. There's a sense that we need a strong public service to deal with these sorts of shocks. If we go back to 2020, I think the public service did an incredible job dealing with the crisis in the context of an environment where we had no vaccine in which we told people to practise social distancing. We wanted to protect households and businesses. Almost week by week, we saw the launching of new programs and the fixing of programs. Hundreds of billions of dollars were spent, actually, to deal with that kind of very sharp recession.

In times of crisis, we depend upon the public service, and we need that capacity. But it's not clear without this longer-term human resources plan — this growth that we're seeing in operational spending and in the personal spending, how does it relate to the post-COVID challenges? Regarding the hirings that have gone on, to me, when I look at the data, senator, it's not clear to me; I don't see the strategy. It seems like there's growth everywhere across all the different departments. So it's broadly based.

We need that report. We need to hold the government to account and also know that we have the public service that we need to generate the kind of agenda that is going to facilitate energy transition, that is going to promote competitiveness and that would actually help work with the provinces and First Nations people, as well as the municipalities and territories, so that we deal with these questions of resilience.

We don't have the plan on operational spending. To a lot of people who do these forecasts, it's a bit of a black box.

[*Translation*]

Senator Bellemare: One quick question, Mr. Page. You mentioned a recovery, but that is not a certainty. In your view, does the fact that there are so many job vacancies provide Canada with a softer landing and make it possible to absorb the rise in interest rates a little more easily, perhaps by having people who were looking for work fill available positions?

[*English*]

Mr. Page: Senator, we're definitely still dealing with the symptoms of the COVID crisis. It seems to me that we're still transitioning to some type of new steady state for the public service.

The government, in its policy platform in 2021, talked about reviews, and in Budget 2021 it talked about policy and operational reviews. It got a paragraph or two in the Fall Economic Statement, but we haven't really seen the review. So it

Je ne fais plus partie de la fonction publique depuis un bon moment déjà. Ce que l'on entend dire, c'est que nous avons besoin d'une fonction publique forte pour faire face à ce genre de chocs. Si nous revenons à 2020, je pense que la fonction publique a fait un travail incroyable pour gérer la crise en l'absence d'un vaccin, dans un contexte où l'on disait aux gens de pratiquer la distanciation sociale. Nous voulions protéger les ménages et les entreprises. Presque semaine après semaine, nous avons assisté au lancement de nouveaux programmes et à l'adaptation de programmes existants. Des centaines de milliards de dollars ont été dépensés pour faire face à cette récession très brutale.

En temps de crise, nous dépendons de la fonction publique, et nous avons besoin de cette capacité. Sauf que, sans ce plan à long terme des ressources humaines, il n'est pas évident de comprendre comment la croissance que nous observons dans les dépenses opérationnelles et dans les dépenses en personnel est liée aux défis de l'après-COVID. Quand je regarde les données sur les embauches qui ont eu lieu, pour moi, ce n'est pas clair. Je ne vois pas la stratégie. On dirait qu'il y a une croissance partout, dans tous les ministères. Les choses se font donc dans une optique large.

Nous avons besoin de ce rapport. Nous devons demander des comptes au gouvernement et savoir que nous disposons de la fonction publique dont nous avons besoin pour élaborer le type de programme qui facilitera la transition énergétique, qui favorisera la compétitivité et qui permettra de travailler avec les provinces et les Premières Nations — ainsi qu'avec les municipalités et les territoires — sur ces questions de résilience.

Nous n'avons pas de plan pour les dépenses opérationnelles. Pour beaucoup de gens qui font ces prévisions, c'est un peu embêtant.

[*Français*]

La sénatrice Bellemare : Une petite question, monsieur Page. Vous avez parlé d'une reprise, mais ce n'est pas certain. Pensez-vous que le fait qu'il y ait des postes vacants en grande quantité permet un atterrissage en douceur au Canada et permet d'absorber la hausse des taux d'intérêt un petit peu plus facilement, peut-être en faisant en sorte que les personnes qui étaient en recherche d'emploi prennent des postes vacants?

[*Traduction*]

M. Page : Sénatrice, il est indéniable que nous gérons encore les séquelles de la crise provoquée par la COVID. J'ai l'impression que nous sommes toujours en transition vers une sorte de nouvel équilibre dans la fonction publique.

Le gouvernement, dans son programme de 2021, parlait d'examen et, dans le budget de 2021, a parlé d'examen des politiques et des opérations. On y consacre un paragraphe ou deux dans l'énoncé économique de l'automne, mais il n'y a pas

is quite possible that we've seen this sort of surge in operational spending for the government, and that we will see a different type of restraint going forward.

So, yes, we need the plan.

The Chair: I'm glad you keep saying that, because I think that's a very important point.

Senator Loffreda: Thank you, Mr. Page, for being here.

You said in your remarks that households and balance sheets are in better shape because of the government support obtained, and the debt stress indicators have not yet raised yellow flags.

During our National Finance Committee meeting on Tuesday, November 29, 2022, we had with us the President and CEO of the Canadian Federation of Independent Business, Mr. Dan Kelly. I will quote him, and I'd like to have your opinion or your thoughts on what he said. You did discuss fiscal stance going forward, so can you describe some fiscal stance to mitigate that, if possible?

Two thirds of Canadian small firms are still facing additional COVID debt that they didn't have before the pandemic and which they took on in order to get through the pandemic. On average, that is now \$110,000 in additional debt facing business owners. Some of that is in the form of a government-backed Canada Emergency Business Account loan —

— and this is important —

— and 17% of small businesses, almost one in five, are at risk of permanent closure due to the damage they have taken on over the course of the past couple of years.

I'd like your insight and your comments on that. I agree many do have strong balance sheets. I've heard that from many and I've heard that from business owners who said, "We got the support and deposited it in the bank. We didn't touch it. It's still there. Going forward, we're going to invest that money." But small businesses employ most Canadians. So what is the solution to that? Is that number a high number? Are you concerned? Is there a fiscal stance that could be taken to save some of those businesses?

Mr. Page: Thank you senator. Maybe I could spend a short period of time talking about the kind of data that I've looked at to come to these sorts of judgments with respect to household

vraiment eu d'examen. Donc, il est fort possible qu'il y ait eu cette hausse soudaine des dépenses opérationnelles au gouvernement, et que nous constatons un type différent de retenue à l'avenir.

Donc, oui, nous avons besoin d'un plan.

La présidente : Je suis contente de vous entendre le répéter constamment, car cela me paraît un point très important.

Le sénateur Loffreda : Merci d'être des nôtres, monsieur Page.

Dans votre déclaration, vous avez dit que les ménages et les bilans sont relativement meilleurs en raison de l'aide gouvernementale, puis qu'aucun indicateur d'avertissement jaune n'est pour l'instant associé au poids de la dette.

Au cours de la réunion du mardi 29 novembre 2022 du Comité permanent des finances nationales, nous avons reçu M. Dan Kelly, président et chef de la direction de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante. Je vais le citer et j'aimerais connaître votre avis et vos réflexions sur ce qu'il a déclaré. Vous avez parlé de l'approche budgétaire à partir de maintenant, donc pourriez-vous décrire une approche qui viendrait limiter cela, si c'est possible?

Deux petites entreprises canadiennes sur trois ont toujours des dettes supplémentaires liées à la COVID, des dettes qu'elles n'avaient pas avant la pandémie et qu'elles ont contractées pour traverser la pandémie. En moyenne, les entrepreneurs ont à présent une dette additionnelle de 110 000 \$, dont une partie est attribuable au prêt gouvernemental offert au titre du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, le CUEC. De plus...

— et ce passage est important —

17 % des petites entreprises — près d'une sur cinq — risquent de fermer définitivement en raison des dommages qu'elles ont subis au cours des deux ou trois dernières années.

J'aimerais connaître vos impressions et vos réflexions là-dessus. Je suis d'accord que beaucoup ont un solide bilan. Beaucoup me l'ont dit, dont des entrepreneurs qui ont déclaré : « Nous avons obtenu de l'aide et l'avons déposée à la banque. Nous n'y avons pas touché. Elle est toujours là. Maintenant, nous allons investir cet argent. » La majorité des Canadiens travaillent toutefois pour de petites entreprises. Donc, quelle est la solution ici? Est-ce que ce chiffre est élevé? Êtes-vous préoccupé? Y a-t-il une approche budgétaire qui permettrait de sauver certaines de ces entreprises?

M. Page : Merci, sénateur. Je pourrais peut-être consacrer un peu de temps à traiter du type de données que j'ai étudiées pour arriver à ce genre d'opinion sur le bilan des ménages et des

and business balance sheets, but focusing on business balance sheets, and then I'll address Mr. Kelly's point.

If we were to look at Statistics Canada data on the corporate sector and the business sector, you can track what was happening to incomes. We can track the operating surpluses. We can look at the transfers that have gone into the government. We have various measures of net savings or disposable income for the corporate sector, just like we have for the household sector.

By that account, the data shows that, first of all, operating surpluses have grown quite dramatically in the past couple of years, particularly in the past year and a half, overall, from a macroeconomic perspective. When we look at other data with respect to bankruptcy filings and potential bankruptcies, those numbers continued to trend down right through the COVID period. We haven't really seen any uptick whatsoever in terms of that type of pressure — that kind of credit stress that exists even in the corporate sector.

It's fair to say that there are developments taking place now, including the big increase in interest rates and the changing of financial conditions. We look at the senior official surveys and business outlook surveys from the Bank of Canada. We'll continue to look at those, month to month, as the bank is doing. We don't see the financial tightening yet in those surveys.

That is a little bit of a different perspective than we're getting from Mr. Kelly. Obviously, he's very close to small businesses and the kind of stress that they're experiencing. It wouldn't surprise me, if we're headed for a slowdown, that obviously would hurt the business sector. We can see some flattening in consumption spending in the national accounts. That will hurt small businesses significantly because, with these higher interest rates, people will not want to use credit to go out and spend.

I think Mr. Kelly is right to say we have to be careful. There are darker clouds there. The slowdown is effectively being planned by the central banks, including our central bank, to take some demand pressure out of the economy. That will hurt small businesses, for sure. That's where it will hurt, including all the people who work for them.

You can't raise interest rates — we raised them 3.5% this year, very dramatically; it's really a monetary policy shock, and perhaps there will be another increase next year — and say that it's not going to have an impact. It will. We've changed financial conditions dramatically; it's been very fast. What we're probably hearing Mr. Kelly say is that, with the growth slowdown and the change in financial conditions, his community of small businesses will get hurt. That's the price we have to pay.

entreprises, mais en me concentrant sur celui des entreprises, puis répondre au point soulevé par M. Kelly.

Quand on étudie les données de Statistique Canada sur le secteur des entreprises, on peut suivre l'évolution du revenu. On peut faire le suivi de l'excédent d'exploitation. On peut se pencher sur les transferts aux administrations publiques. Il y a diverses mesures de l'économie nette ou du revenu disponible pour le secteur des entreprises, tout comme pour celui des ménages.

Ainsi, les données montrent d'abord que l'excédent d'exploitation a globalement connu une croissance fulgurante au cours des deux ou trois dernières années, et plus particulièrement au cours de la dernière année et demie, d'un point de vue macroéconomique. Quand on examine les autres données liées aux dépôts de bilan et aux faillites possibles, ces chiffres ont continué de décroître même en période de COVID. Nous n'avons pas vraiment remarqué d'augmentation par rapport au type de poids... au risque en matière de solvabilité qui existe même dans le secteur des entreprises.

Certes, on constate actuellement du mouvement à différents égards, y compris une forte hausse des taux d'intérêt et un changement des conditions financières. Nous avons examiné les enquêtes de la Banque du Canada auprès des responsables et sur les perspectives des entreprises. Nous allons continuer de le faire tous les mois, à l'instar de la Banque. Dans ces enquêtes, nous ne cernons pas encore de resserrement des conditions financières.

Ce point de vue est donc légèrement différent de celui de M. Kelly. Évidemment, il est très proche des petites entreprises et comprend le type de pression qu'elles peuvent subir. Si nous connaissions un ralentissement, je ne serais pas surpris que le secteur des entreprises soit touché, bien sûr. Nous voyons déjà une stabilisation des dépenses à la consommation dans les comptes nationaux, ce qui frappera durement les petites entreprises, puisque les gens ne voudront pas recourir au crédit pour dépenser vu les taux d'intérêt plus élevés.

Je crois que M. Kelly a raison de dire que nous devons être prudents. L'horizon s'assombrit. Les banques centrales, dont la nôtre, planifient activement un ralentissement de l'économie, afin de réduire un peu la pression que la demande exerce sur l'économie. Les petites entreprises seront affectées, c'est certain. C'est là que ça fera mal, ce qui veut dire que toutes les personnes qui y travaillent seront touchées.

Nous avons augmenté les taux de 3,5 % cette année, ce qui est faramineux; c'est essentiellement un choc de politique monétaire et il y aura peut-être une autre hausse l'an prochain. Vous ne pouvez pas augmenter les taux d'intérêt de la sorte, puis affirmer qu'il n'y aura pas d'incidence. Il y en aura une. Nous avons changé les conditions financières de façon radicale; tout s'est fait très rapidement. Donc, ce que M. Kelly nous dit, je présume, c'est que, dans la foulée d'un ralentissement de la croissance et du changement des conditions financières, sa communauté de

That's a post-COVID-type response, but unemployment rates will go up. There will be some real stress for small businesses; we'll probably lose some. As we think about how we're going to deal with 2023 if this global recession becomes a reality and if we have a small recession in Canada, we will have to be mindful of our lending practices for that community going forward. We've been tightening over the past year.

The Chair: We'll come back to that issue in a moment.

[*Translation*]

Senator Gignac: Welcome, Mr. Page. You deserve our recognition and thanks for building a team in the Parliamentary Budget Office, as the first Parliamentary Budget Officer. We parliamentarians are now benefiting through your successor.

I would like to ask two questions straightaway, Madam Chair. With the benefit of hindsight, how do you assess the government's management of the COVID-19 pandemic from a budgetary perspective?

And then, as we emerge from the pandemic, do you think the government's current fiscal policy is stimulating inflation? If so, how strong is its effect?

[*English*]

Mr. Page: Thank you, senator. It will probably take years to look back with real confidence in terms of casting a judgment on how the government responded fiscally to the COVID crisis.

My intuition is that it will be a favourable judgment. People will look back and say that, in the context of this virus when we had no vaccine, in the context of social conditioning and in the context of an incredibly steep decline in output in the second quarter of 2020, the government responded in a very timely way and with significant fiscal largesse. It was an enormous outlay of taxpayer resources to save households and to save businesses, while we basically shut down the economy, turned the lights off, told people to stay at home and to social distance when we didn't yet have the vaccine.

There's an arithmetic to looking at the steepness of the decline in GDP, in output and in income and then the size of the fiscal supports. In retrospect, similar to the chair's question earlier about monetary policy, we'll probably come to a conclusion, as we look back, that we overdid it — that the bazooka was too big. Relative to the decline in output, we provided an excess of fiscal

petites entreprises sera touchée. C'est le prix que nous devons payer.

C'est une réponse de type post-pandémie, mais le taux de chômage va augmenter. Il y aura une pression bien réelle exercée sur les petites entreprises. Certaines vont probablement fermer leurs portes. Dans notre réflexion sur la façon de gérer l'année 2023 si cette récession mondiale se concrétise et que nous connaissons une petite récession au Canada, nous devons réfléchir à nos pratiques de prêt par rapport à cette communauté. Au cours de la dernière année, elles se sont resserrées.

La présidente : Nous allons y revenir dans un instant.

[*Français*]

Le sénateur Gignac : Bienvenue, monsieur Page. Vous méritez notre reconnaissance et nos remerciements pour avoir mis en place une équipe au poste de directeur parlementaire du budget en tant que premier directeur parlementaire du budget. Nous, les parlementaires, bénéficions maintenant de cela avec votre successeur.

J'aurais envie de poser deux questions sur-le-champ, madame la présidente. Avec du recul, comment évaluez-vous la gestion gouvernementale de la pandémie de la COVID-19 sur le plan budgétaire? A-t-on fait la bonne chose?

Puis, à la sortie de la pandémie, croyez-vous que la politique fiscale gouvernementale actuelle stimule l'inflation? Le cas échéant, jusqu'à quel point y réussit-elle?

[*Traduction*]

M. Page : Merci, sénateur. Il faudra probablement des années avant de pouvoir porter un regard vraiment confiant sur la façon dont le gouvernement a répondu d'un point de vue fiscal à la crise provoquée par la COVID.

J'ai le pressentiment que l'opinion sera favorable. Les gens regarderont ce qui a été fait et diront que, dans un contexte où il n'y avait pas encore de vaccin contre le virus, dans un contexte de conditionnement social, un contexte où la production a connu un recul extrêmement rapide au deuxième trimestre de 2020, le gouvernement a réagi très rapidement et a fait preuve d'une grande générosité budgétaire. Il y a eu d'importantes dépenses en fonds publics pour sauver les ménages et les entreprises, mais, dans un même temps, on a essentiellement arrêté l'économie, fermé les portes à double tour et demandé aux gens de rester à la maison et d'appliquer des mesures de distanciation sociale, puisque nous n'avions pas encore de vaccin.

Un calcul permet d'établir à quel point la baisse du PIB a été abrupte, en sorties et en entrées, puis selon la taille de l'aide financière. Avec le recul, dans la lignée de la question posée plus tôt par la présidente sur la politique monétaire, nous allons probablement en venir à la conclusion que nous avons surcompensé, qu'un bazooka n'était pas nécessaire. En ce qui a

resources. If you look at household and corporate balance sheets and the transfers that went into it, we've never seen anything like that in terms of the size but also the timing of it.

Typically, in past recessions, say 2008, the early 2000s, early 1990s or early 1980s, when governments relied primarily on automatic stabilizers — employment insurance — EI — or tax adjustments — the money went into the economy, but it was kind of late. Even the fiscal stimulus that former Prime Minister Harper and former Finance Minister Flaherty put out in 2008 came a little bit late relative to the decline in output, whereas here, on the timing, people will look back and say, "How did they do that?" The injection into the economy was massive and so timely. It protected households and businesses. The deficit went from \$30 billion in 2019-20 to \$330 billion, from roughly 1.5% to almost 15% of GDP. It was enormous.

We'll probably look back and say that growth and strengthening in household and corporate balance sheets increased demand pressure in the context of an economy. Once we started to get vaccinations in the fall of 2020, the economy came back really quickly. It shocked everybody, I think, for the most part. There was a lot of demand and restricted supply because of these COVID constraints.

There probably is a case that, at that period of time, because we front-end loaded and so loaded those corporate and household supports in a timely fashion — plus there was additional work by the Governor of the Bank of Canada in terms of liquidity supports — we boosted demand a little too much relative to restricted supply, and so this inflation was going to be inevitable.

If it were possible to go back and talk to people who I'm sure were sitting in these important rooms, here and at the Bank of Canada building on Wellington Street, when people were briefing the Prime Minister and the Governor of the Bank of Canada talking about risk, they were probably saying, "In this environment, when we're shutting down the economy, it's probably better to put too much in the system, rather than too little in the system." They put too much in the system and so the economy came back — some people use this expression — a little bit too hot relative to the restricted supply.

Now we're dealing with an inflation rate of 7% and a core inflation rate at a little over 5%, which is higher than the 1% to 3% government target.

trait au recul de la production, nous avons fourni un excédent de ressources fiscales. Si vous examinez les bilans des ménages et des entreprises, ainsi que les transferts correspondants, vous constaterez que nous n'avons jamais rien vu d'une telle ampleur qui soit déployé si rapidement.

Au cours des récessions antérieures, disons en 2008, au début des années 2000, au début des années 1990 ou au début des années 1980, quand les gouvernements dépendaient essentiellement de stabilisateurs automatiques, comme l'assurance-emploi ou des redressements fiscaux, l'argent était habituellement versé dans l'économie, mais assez tard. Même les stimulants budgétaires adoptés en 2008 par le premier ministre Harper et Jim Flaherty, l'ancien ministre des Finances, sont arrivés un peu tard par rapport au recul de la production, tandis qu'ici, pour ce qui est du moment d'intervention, les gens regarderont cela et se demanderont comment nous avons pu y arriver. L'injection de fonds dans l'économie a été massive et extrêmement à propos. Elle a protégé les ménages et les entreprises. Le déficit est passé de 30 milliards de dollars en 2019-2020 à 330 milliards de dollars, soit de quelque 1,5 % du PIB à presque 15 %. C'est gigantesque.

Avec le recul, nous dirons probablement que, du point de vue de l'économie, cette croissance et ce renforcement du bilan des ménages et des entreprises ont accentué la pression causée par la demande. Une fois la vaccination entamée à l'automne 2020, l'économie s'est rétablie vraiment vite. Je crois que la grande majorité des gens étaient sous le choc. Il y avait une demande énorme et une offre restreinte en raison des contraintes dues à la COVID.

On pourrait probablement plaider que cette inflation était inévitable puisque, à ce moment-là, nous avons un peu trop stimulé la demande par rapport à une offre restreinte en fournissant aux entreprises et aux ménages une aide initiale colossale et à propos, sans compter le travail supplémentaire de soutien des liquidités effectué par le gouverneur de la Banque du Canada.

S'il était possible de remonter dans le temps et de parler aux gens qui participaient à ces discussions importantes, ici et dans l'édifice de la Banque du Canada, sur la rue Wellington, où le premier ministre et le gouverneur de la Banque du Canada étaient breffés sur le risque, ils nous diraient probablement : « Dans cet environnement, si nous arrêtons l'économie, il vaut probablement mieux en verser trop plutôt que pas assez dans le système. » Ils ont trop injecté de fonds dans le système et, donc, l'économie a été relancée, mais de façon un peu trop intense par rapport à l'offre restreinte.

Nous avons maintenant un taux d'inflation de 7 % et un taux d'inflation de base légèrement supérieur à 5 %, ce qui est plus élevé que la cible de 1 à 3 % du gouvernement.

If we were to go back, we were talking about a deficit in 2022-23 of \$35 billion, or about 1.5% of GDP. If you and I were having this conversation, senator, in the summer of 2020, at that time we thought we were headed for a deficit \$350 billion. If I had said to you, senator, that some people out there think we can get the deficit back in the range of \$30 billion to \$40 billion in two years, you would have said, "That's not going to happen." You would say that pulling away the fiscal support for the economy would be too fast, that we would probably have to slow it down more and that we should anticipate deficits close \$100 billion in 2022-23.

It's a bit astounding how dramatically the deficit fell. That's because the economy came back really strong, and the government did effectively unwind the COVID supports, for the most part.

Economists, like yourself and others, cyclically adjust budget balances. Right now, even though people talk about the economy being really strong, I still think we're operating below our potential. In an economy that's operating below potential, from a fiscal policy and cyclically adjusted balance, it's actually fairly normal to run small deficits. This deficit that we're running right now in the \$30 billion to \$35 billion range, that's a pretty small deficit in the context of COVID.

I don't see this particular fiscal stance in 2022 as being inflationary. It's very much on track with trying to get the government's policy rate into the 4% to 4.5% range to deal with inflation that's running in the 7% range. The downward trajectory is falling very dramatically. Again, we went from \$330 billion in 2020-21 to \$90 billion, and now we're talking about \$35 billion.

The question going forward is: What is the appropriate path? I think we're on a pretty good path right now. Can the government maintain this path? That's another question. What kinds of restraints do we need to ensure that the government stays on this path? How do we constrain the government spending in this environment going forward?

In the Fall Economic Statement, there was a modest amount of measures. I didn't see it as inflationary. We have to spend an additional, say, \$30 billion over six years in an economy that's \$2.7 trillion; most of that is going to vulnerable people, doubling of the GST credit and helping students with interest debt. I don't see that as inflationary. In the other part, there are small measures to deal with investment tax credits that encourage businesses to buy into clean tech. There are some additional monies to help workers train up for energy transition. We have to do that anyway. Even if we have inflation, we still have to retool

Si nous remontons bel et bien dans le temps, il était question d'un déficit de 35 milliards de dollars en 2022-2023, soit environ 1,5 % du PIB. Sénateur, si vous et moi avions eu cette conversation à l'été 2020, nous aurions alors cru nous diriger vers un déficit de 350 milliards de dollars. Si je vous avais dit, sénateur, que certaines personnes pensaient pouvoir ramener le déficit aux environs de 30 à 40 milliards de dollars en deux ans, vous m'auriez répondu : « N'y pensez même pas. » Vous aurez dit que le retrait de l'aide financière de l'économie était trop rapide, qu'il faudrait probablement y aller plus graduellement et que nous devrions nous attendre à un déficit frôlant les 100 milliards de dollars en 2022-2023.

Il est tout de même ahurissant de constater à quel point le déficit s'est réduit. C'est parce que l'économie a repris sur les chapeaux de roues et que le gouvernement a efficacement retiré l'aide relative à la COVID, dans la majeure partie des cas.

Les économistes, comme vous et d'autres, corrigent les variations cycliques qui influent sur le solde budgétaire. Actuellement, même si l'on parle d'une économie vraiment dynamique, je demeure d'avis que nous opérons en deçà de notre potentiel. Dans une économie qui n'opère pas à son plein potentiel, il est tout de même normal, du point de vue de la politique budgétaire et du solde budgétaire corrigé des variations cycliques, que l'on inscrive de petits déficits. Le déficit actuel se situe entre 30 et 35 milliards de dollars, ce qui est fort petit dans le contexte de la COVID.

À mes yeux, l'approche budgétaire de 2022 n'est pas inflationniste. Elle vise à ramener le taux directeur du gouvernement aux environs de 4 à 4,5 % pour gérer une inflation qui se situe autour de 7 %, et elle est en très bonne voie d'y parvenir. La trajectoire à la baisse a pris un rythme fulgurant. Je le répète, nous sommes passés de 330 milliards de dollars en 2020-2021 à 90 milliards de dollars, et maintenant nous parlons d'environ 35 milliards de dollars.

La question est maintenant la suivante : quelle est la voie à suivre? Je crois que nous sommes sur une très bonne voie en ce moment. Est-ce que le gouvernement peut maintenir le cap? Ça, c'est une autre question. De quels types de limites avons-nous besoin pour veiller à ce que le gouvernement garde le cap? De quelle façon peut-on limiter les dépenses du gouvernement dans cet environnement?

Dans l'énoncé économique de l'automne, il y avait un nombre modeste de mesures. Je ne les ai pas vues comme inflationnistes. Nous devons injecter encore 30 milliards de dollars, disons, au cours des six années à venir dans une économie de 2,7 billions de dollars; la majorité de cette somme ira aux personnes vulnérables en raison du montant du crédit de TPS qui double et de l'aide apportée aux étudiants afin d'alléger leur endettement. Je ne considère pas que c'est inflationniste. En outre, il y a de petites mesures relatives aux crédits d'impôt à l'investissement qui incitent les entreprises à adopter des technologies propres. Il y a

the Canadian economy so we reduce our emissions. Thank you for that great question.

The Chair: Thank you for the great answer.

Senator Marshall: Thank you, Mr. Page, for being here. This is a continuation of some of your previous comments, but some of us are tracking the government's spending. We're tracking the additional taxes. We're tracking the debt. It's all going up. Whenever we raise this with the Minister of Finance, her response is always the same: She says Canada has the lowest deficit of the G7 countries, and Canada has the lowest debt-to-GDP ratio of the G7 countries. So we're the best of the lot, but it really depends on how well the other six are doing.

We know there is a financial shock coming. Do you think that we should place a lot of confidence in those two ratios, those two financial indicators? When you look at the spending by the government, we don't know how severe the financial shock will be. We're hoping for what we call a soft landing, but we don't know if it will be a soft landing. When we look at the fall fiscal update — I do agree with assisting people who need assistance — some of the programs being implemented by the government or proposed in the fall fiscal update are odd, I would say, or different, such as the change in policy in the Canada Workers Benefit, which will cost billions of dollars.

Do you think we should place a lot of faith in our relative position to the other G7 countries, or do you think we should be looking more to preserve our own fiscal firepower in case we do get a big financial shock?

Mr. Page: Thank you, senator. We need to look at the full range of indicators to get a sense of whether Canada is fiscally strong and has the resilience to deal with the next financial crisis or the next economic shock or the next public health shock.

The bond markets look at some of the same indicators which Minister Freeland has highlighted. From a planning perspective, they'll look at the assumptions. Are they realistic? What is the projected deficit relative to GDP? What is the projected debt relative to GDP? They are looking at those two indicators as well. They will ask questions about the longer-term fiscal sustainability of the country. Like in the work that actuaries do, the markets and the bond-rating agencies know that we have an aging demographic. They'll look at the analysis done by the Department of Finance or the Parliamentary Budget Officer — PBO — or the IMF — the International Monetary Fund — to see

des sommes supplémentaires prévues pour favoriser la formation des travailleurs dans le cadre de la transition énergétique. Nous devons le faire de toute façon. Malgré l'inflation, nous devons repenser l'économie canadienne afin de réduire nos émissions. Merci pour cette excellente question.

La présidente : Merci pour votre excellente réponse.

La sénatrice Marshall : Merci de votre présence, monsieur Page. Je vais poursuivre dans la même veine que certaines de vos remarques; il y en a parmi nous qui font le suivi des dépenses du gouvernement. Nous surveillons les taxes supplémentaires. Nous avons la dette à l'œil. Tout est en hausse. Chaque fois que l'on soulève ce point à la ministre des Finances, sa réponse est toujours la même : elle affirme que le Canada a le déficit le plus faible du G7 et qu'il a aussi le ratio de la dette au PIB le plus bas du G7. Donc, nous sommes les meilleurs du lot, mais cela dépend beaucoup de l'état des finances des six autres pays.

Nous savons qu'un choc financier se prépare. Croyez-vous que nous devrions avoir énormément confiance en ces deux ratios, en ces deux indicateurs financiers? L'examen des dépenses du gouvernement ne nous permet pas de savoir à quel point le choc financier sera grand. Nous espérons qu'il s'agira de ce que nous appelons un atterrissage en douceur, mais nous ne savons pas si ce sera le cas. Je suis d'accord pour aider les personnes qui en ont besoin, mais, quand on regarde l'énoncé économique de l'automne, certains des programmes mis en œuvre par le gouvernement ou proposés dans l'énoncé sont étranges, je dirais, ou différents, comme le changement de politique en matière d'Allocation canadienne pour les travailleurs, qui coûtera des milliards de dollars.

Croyez-vous que nous devrions accorder une grande confiance à notre place par rapport aux autres pays du G7 ou qu'il serait plus avisé de garder nos munitions financières en prévision d'un grand choc financier?

M. Page : Merci, sénatrice. Nous devons examiner l'ensemble des indicateurs pour déterminer si la situation financière du Canada est solide et si notre pays possède la résilience nécessaire pour faire face à la prochaine crise financière, au prochain choc économique ou au prochain choc en matière de santé publique.

Les marchés des obligations tiennent compte de certains des indicateurs mentionnés par Mme Freeland. Dans le cadre de la planification, ils examinent les hypothèses et se posent les questions suivantes : sont-elles réalistes? Quel est le déficit prévu par rapport au PIB? Quelle est la dette prévue par rapport au PIB? Ils examinent également ces deux indicateurs. Ils posent des questions sur la viabilité budgétaire du pays à long terme. Tout comme les actuaires, les marchés et les agences de cotation des obligations savent que notre population est vieillissante. Ils examinent les analyses effectuées par le ministère des Finances, le directeur parlementaire du budget ou le FMI pour déterminer

whether Canada has relatively stable debt-to-GDP ratios over the long term, decades out, because of this aging demographic.

The short answer is that, at the federal level, yes, we do, but as the chair will probably allude to, there are other issues. There are some big spending pressures there on health care, on defence and on climate adjustment, which are not yet built into the planning framework.

They definitely will look at the carrying cost of the debt. They'll look at measures of public debt interest charges relative to budgetary revenues. They will also compare Canada's indicators to other OECD countries. Our numbers are at historic lows right now, even though we've been adding on a significant amount of debt since the 2008 financial crisis, partly because the effective interest rate on that debt has continued to decline. Now it's bottomed out and will begin to go up, but the carrying cost, at least in the medium term, is still incredibly low.

We're probably spending something in the neighbourhood of 10 cents of every revenue dollar on public debt interest, whereas when I was at the Department of Finance as assistant chief of expenditure analysis and forecasting, something in the neighbourhood of 36 or 38 cents out of every revenue dollar was going to public debt interest charges.

I remember that when my bosses would go up to brief the deputy or the minister at the time, it was not fun because they had no fiscal room to manoeuvre. Maintaining a low carrying cost of debt is an important indicator.

Having a declining debt-to-GDP ratio, even over the medium term, is a strong signal, but can we commit to that? For the most part, if you look at this government's mandate and if you look at the debt-to-GDP ratio that they inherited in 2015-16 and where we were prior to COVID in 2019-20, they actually were reducing the debt-to-GDP ratio. It went up by 16 or 17 percentage points because of COVID. Now, it's coming down fairly dramatically in the medium-term environment because the economy is growing and we are unwinding the COVID supports.

So it's good to keep pressure on government. It's good to look at a full range of indicators.

Senator Marshall: I know everybody is hoping for a soft landing, but what if we do have another financial shock like we just had with COVID? It just seems to me that the government is — some of the firepower that they would have had if they hadn't spent on some of the programs, they would be better positioned for what's going to come ahead. That would be my concern. What of the financial shock? People think there is

si le ratio dette-PIB du Canada est relativement stable à long terme, c'est-à-dire sur plusieurs décennies, compte tenu du vieillissement de la population.

Pour faire court, au niveau fédéral, ce ratio est stable, mais comme le mentionnera certainement la présidente, nous avons d'autres problèmes. Nous sommes soumis à des pressions importantes liées aux dépenses dans les soins de santé, la défense et l'adaptation climatique, qui ne sont pas encore intégrées au cadre de planification.

Ils examineront assurément le coût de l'endettement. Ils étudieront les mesures des frais d'intérêts sur la dette publique par rapport aux recettes budgétaires. Ils compareront également les indicateurs du Canada à ceux des autres pays de l'OCDE. Nos chiffres se situent actuellement à des niveaux historiquement bas, bien que nous ayons ajouté une dette importante depuis la crise financière de 2008, en partie parce que le taux d'intérêt effectif sur cette dette n'a cessé de baisser. Il a atteint son point le plus bas et va commencer à remonter, mais le coût de l'endettement, du moins à moyen terme, reste exceptionnellement bas.

Nous affectons probablement environ 10 ¢ de chaque dollar de revenu aux intérêts sur la dette publique, alors que lorsque je travaillais au ministère des Finances à titre de chef adjoint de l'analyse et de la prévision des dépenses, nous consacrons environ 36 ou 38 ¢ de chaque dollar de revenu aux frais d'intérêts sur la dette publique.

Je me souviens que lorsque mes supérieurs devaient informer le député ou le ministre de l'époque, ce n'était pas agréable, car ils n'avaient aucune marge de manoeuvre sur le plan fiscal. Le maintien d'un faible coût d'endettement est un indicateur important.

La diminution du ratio dette-PIB, même à moyen terme, est un signal fort, mais pouvons-nous nous engager à le faire? Pour l'essentiel, si vous examinez le mandat de ce gouvernement, le ratio dette-PIB dont il a hérité en 2015-2016 et la situation dans laquelle nous nous trouvions avant la COVID en 2019-2020, le gouvernement réduisait en fait ce ratio. Ce dernier a augmenté de 16 ou 17 points de pourcentage à cause de la COVID. Il diminue maintenant de façon assez spectaculaire sur le moyen terme parce que l'économie croît et que nous réduisons les aides liées à la COVID.

Il est donc judicieux de maintenir la pression sur le gouvernement et d'examiner une gamme complète d'indicateurs.

La sénatrice Marshall : Je sais que tout le monde espère un atterrissage en douceur, mais que se passera-t-il si nous subissons un autre choc financier comme celui que vient de causer la COVID? Il me semble que le gouvernement est... s'il n'avait pas investi dans certains programmes, il serait notamment mieux positionné pour l'avenir. C'est ce qui me préoccupe. Quel sera l'impact du choc financier? Les gens pensent qu'il ne sera

something soft coming. Maybe it won't be soft. Maybe we'll get a big surprise and it won't be a good one. I don't know if you want to comment on that. That is my concern.

Mr. Page: I think there are almost two parts to your great question, senator. One is: How should we look at the outlook in the short term in the next couple of years? What are the various scenarios we should look at? How do we maintain optionality, resilience and agility in this environment with our fiscal balance sheets over the next year?

I think we don't have a lot of confidence in the planning outlook over the short term. People have been talking for months that this recession is coming and it's a self-inflicted recession in many ways; central banks are doing it to themselves not just in Canada but around the world. They're all talking about raising interest rates, partly because of this imbalance between policy rates, interest rates and inflation, but also just to take demand pressure out of the economy. So this is self-inflicted.

Is it possible we get this wrong? It's very possible. I grew up in Thunder Bay so I have to use hockey analogies. Walter Gretzky, when he was teaching Wayne, he said, "Wayne, you have to go where the puck is going to be." If you're playing hockey with somebody who is a very fast skater, you have to make sure the puck goes out ahead of that person so it ends up on his stick nice and flat.

It's pretty hard in this environment if you're a central banker to see where this economy is going to be six months or a year from now, knowing you've been raising interest rates dramatically and just because of the nature of these interest rates — how it affects people's credit, how it affects the mortgage and housing market, how it affects business credit. It takes time to work through the system, even though it's been a dramatic increase in interest rates. It's hard right now to know. It's easy to get it wrong. All central banks have been doing this, and the potential to get it wrong is pretty significant.

There is real risk and a significant probability of something that is worse than short and shallow in terms of recession and worse than even the downside scenario that Minister Freeland put in her Fall Economic Statement.

The second part of your question is: What is the fiscal stance and the programs we need to put in place so we're ready to take that shot? Should we maybe spend even less of the money we did in that time? Should we start thinking about lessons we've learned from 2020 in terms of getting money into people's hands quickly? Do we need to make adjustments to some of our

pas très important. Ils pourraient se tromper. Peut-être que nous aurons une grosse surprise et qu'elle ne sera pas bonne. Souhaitez-vous faire un commentaire à ce sujet? Voilà ce qui m'inquiète.

M. Page : Je pense que votre excellente question comporte presque deux parties, sénatrice. La première est la suivante : comment devrions-nous envisager les perspectives à court terme, c'est-à-dire les deux prochaines années? Quels sont les différents scénarios que nous devrions examiner? Comment, dans cet environnement, pouvons-nous maintenir l'optionnalité, la résilience et l'agilité dans nos bilans fiscaux au cours de l'année à venir?

Je pense que la confiance dans les perspectives de planification à court terme est faible. On parle depuis des mois de la récession qui s'annonce et, à bien des égards, cette récession est auto-infligée; les banques centrales en sont responsables non seulement au Canada, mais partout dans le monde. Elles parlent toutes de relever les taux d'intérêt, en partie à cause du déséquilibre entre les taux directeurs, les taux d'intérêt et l'inflation, mais aussi simplement pour réduire la pression de la demande sur l'économie. Cette récession est donc auto-infligée.

Se peut-il que nous nous trompions? Tout à fait. J'ai grandi à Thunder Bay, alors je dois utiliser des analogies tirées du hockey. Lorsque Walter Gretzky entraînait Wayne, il lui disait : « Wayne, tu dois aller à l'endroit où se dirige la rondelle. » Si vous jouez au hockey avec quelqu'un qui patine très vite, vous devez vous assurer d'envoyer la rondelle devant cette personne pour qu'elle atterrisse bien à plat sur son bâton.

Dans l'environnement actuel, il est assez difficile pour une banque centrale de prévoir comment l'économie se portera dans six mois ou un an, sachant que vous avez augmenté les taux d'intérêt de façon spectaculaire et en raison de la nature même de ces taux d'intérêt, de la façon dont ils influent sur la cote de crédit des personnes, le marché hypothécaire et immobilier et le crédit aux entreprises. Il faut du temps pour que cette hausse se reflète dans le système, même s'il y a eu une augmentation spectaculaire des taux d'intérêt. Il est difficile de savoir ce qui va se passer. On pourrait facilement se tromper. Toutes les banques centrales ont fait la même chose, et il y a de bonnes chances que nous nous trompions.

Il existe un risque réel et une probabilité significative que la récession soit plus longue et plus grave que ce que prévoit le scénario défavorable présenté par la ministre Freeland dans son énoncé économique de l'automne.

La deuxième partie de votre question est la suivante : quelle est notre situation financière et quels programmes devons-nous mettre en place afin d'être prêts à faire face à ce choc? Devrions-nous dépenser encore moins que nous l'avons fait pendant cette période? Devrions-nous commencer à réfléchir aux leçons que nous avons tirées de 2020 pour mettre rapidement de l'argent

stabilizing programs, like EI, worker benefits and other programs to prepare people for that kind of shock? My guess is there's probably thinking like that going on in central agencies now, but we're not seeing it. I think it's fair criticism. I think Minister Freeland should be credited for talking about this downside scenario. We didn't really see the policy response for the downside scenario in the Fall Economic Statement. We got the planning outlook, but we got basically the policy response for a baseline scenario which is just a gross slowdown; she wanted to tell us that you've got to prepare the economy, but we didn't get the policy response to prepare the economy for the downside scenario.

Senator Marwah: Thank you, Mr. Page, for being here. There's been a lot of discussion on the monetary side and interest rates that went up too fast or too slow, or how they should have gone up earlier. I appreciate that on the spending side. And on the fiscal side, there is a lot of discussion on the size of the stimulus. The stimulus was too high, too low or should have been withdrawn. But there is very little discussion on the tax side. I'd like to hear your thoughts. Should the government be thinking and doing other things besides the odd pre-care, which is tax on stock buybacks and a tax on banks? Are there other policy measures that should be considered that would help alleviate that given the environment we're going into?

Mr. Page: Thank you, senator. You're right. Since the COVID environment, with respect to tax policy discussions, there's been an ongoing international conversation around a global minimum tax, which extends longer term through the post-COVID economy. Prior to COVID, the government made the growth of the middle class a big part its agenda, so there were some changes to the tax code with respect to rates and brackets in the 2016 period.

I think, honestly, just outside the room I'm checking news and there are conferences going on next week that look fascinating about cities and I'm reading some of these back stories. Cities like Toronto and other cities across the country, they're coming out of COVID and dealing with the climate change agenda. They don't have the tax resources to deal with it. Property tax is not going to help them. So there is this an ongoing sense that we need to change the tax system to deal with the fact that we're just a much more urban kind of economy and we need to spend significant resources on infrastructure to rewire our energy grids, but we don't have the tax system that's going to facilitate that.

entre les mains des gens? Devons-nous apporter des ajustements à certains de nos programmes de stabilisation, comme l'assurance-emploi, les prestations aux travailleurs et d'autres programmes pour préparer les gens à ce genre de choc? Je suppose que les organismes centraux réfléchissent probablement à ce genre de choses en ce moment, mais nous ne savons pas ce qu'ils en disent. Il s'agit selon moi d'une critique justifiée. Je pense que nous devons féliciter la ministre Freeland d'avoir parlé de ce scénario défavorable. Nous avons obtenu les perspectives en matière de planification, mais la réponse politique fournie correspondait essentiellement au scénario de base, c'est-à-dire un ralentissement général. Elle voulait nous dire qu'il fallait préparer l'économie, mais nous n'avons pas obtenu de réponse politique permettant de préparer l'économie en vue du scénario défavorable.

Le sénateur Marwah : Merci d'être présent, monsieur Page. On a beaucoup parlé de l'aspect monétaire et des taux d'intérêt qui ont augmenté trop vite ou trop lentement, ou du fait qu'ils auraient dû augmenter plus tôt. Je comprends ce point en ce qui concerne les dépenses. Et sur le plan financier, il y a beaucoup de discussions sur l'ampleur des mesures de relance. Ces dernières étaient trop importantes, trop faibles ou auraient dû être supprimées. Mais on discute très peu de l'aspect fiscal. J'aimerais savoir ce que vous en pensez. Le gouvernement devrait-il réfléchir et prendre d'autres mesures que les rares mesures préventives qu'il a mises en œuvre, à savoir une taxe sur les rachats d'actions et une taxe sur les banques? Devrions-nous envisager d'autres mesures stratégiques pour atténuer ce problème compte tenu de l'environnement dans lequel nous nous trouvons?

M. Page : Merci, sénateur. Vous avez raison. Depuis le début de la COVID, pour ce qui est des discussions sur la politique fiscale, on discute, à l'échelle internationale d'un impôt minimum mondial, qui s'appliquerait à plus long terme à l'économie post-COVID. Avant la COVID, le gouvernement avait placé la croissance de la classe moyenne au centre de son programme, de sorte qu'au cours de la période de 2016, les taux et les fourchettes d'imposition figurant dans le code fiscal ont été modifiés.

Je pense, honnêtement... avant d'entrer dans la salle, je consultais les nouvelles et il y a des conférences sur les villes qui se tiendront la semaine prochaine et qui semblent très intéressantes, et j'ai lu certaines de ces histoires. Des villes comme Toronto et d'autres à travers le pays, qui sortent de la COVID et font face au programme de lutte contre le changement climatique. Elles n'ont pas les ressources financières nécessaires pour y faire face. L'impôt foncier ne va pas les aider. Nous estimons donc que nous devons modifier le système fiscal de façon à refléter le fait que notre économie est urbaine et que nous devons consacrer des ressources importantes aux infrastructures pour reconnecter nos réseaux énergétiques, mais notre système fiscal ne nous permet pas de le faire.

I think there's another question that is part ideology but it's also partly facilitating the energy transition. We don't have the tax revenue to increase, fundamentally, the spend on health. When we hear premiers talking about, in this country, that the federal share is in the low 20% range of the total public spend, I think a lot of Canadians would say that doesn't really make sense. We have a Canada Health Act but the feds are only kicking in 20%. There needs to be a rebalancing and that would be a major tax issue.

We're living in a world now where we turn on the news and we're getting a significant dose of the Russia-Ukraine war and there's just ominous signals with respect to China and Taiwan, and North Korea.

Do we have the military to spend? We checked talks in the United States about increasing military spending there by a full percentage point of GDP. That's many multiples of what Canada spends relative to the size of our economy and we're far short of our NATO commitments.

In terms of just closing those two gaps — and we can go on — I think to facilitate a transition to a new energy system, the public sector is going to have to play a key role for a period of time. That's going to require more resources.

We're not the biggest spenders when it comes to official development assistance in the world. We're nowhere near what the Scandinavians do. There is another spending pressure.

Given those fundamental structural spending pressures, we're going to need more revenue than we are getting right now, which is in the neighbourhood of 16 percentage points of GDP. It's probably going to have to come from the federal government and there's some rewiring that's going to need to go on.

I think COVID has shut down a lot of that conversation on tax policy. We're just so focused on dealing with this public health crisis and the economic impact, but all these big pressures are part of the post-COVID economic agenda.

Senator Marwah: So that's exactly the point that worries me: There is no discussion on the revenue side. We're going to have to deal with that because the demands are endless, yet there is no discussion on how we increase revenue or what we do on tax policy or tax reform — whether we tweak the GST or whether we [Technical difficulties] Should we undertake some sort of overall tax reform that looks at how we better collect our revenue and how we increase it over time?

Je pense qu'il y a un autre enjeu qui relève en partie de l'idéologie, mais qui est également lié à la facilitation de la transition énergétique. Essentiellement, nous n'avons pas les recettes fiscales nécessaires pour augmenter les dépenses de santé. Lorsque nous entendons les premiers ministres parler, dans ce pays, du fait que la part fédérale est de l'ordre de 20 % du total des dépenses publiques, je pense que beaucoup de Canadiens diraient que cela n'a pas vraiment de sens. Nous disposons d'une Loi canadienne sur la santé, mais le gouvernement fédéral ne participe qu'à hauteur de 20 %. Un rééquilibrage s'impose et il s'agit d'un enjeu fiscal majeur.

Nous vivons dans un monde dans lequel, lorsque nous regardons les nouvelles, nous entendons beaucoup parler de la guerre entre la Russie et l'Ukraine et nous recevons des signaux inquiétants de la Chine, de Taïwan et de la Corée du Nord.

Nos moyens militaires sont-ils suffisants? Nous constatons que les États-Unis parlent d'augmenter leurs dépenses militaires d'un point de pourcentage du PIB. Cette somme est de loin supérieure aux dépenses du Canada compte tenu de la taille de notre économie et nous sommes loin de respecter nos engagements envers l'OTAN.

Pour ce qui est de combler ces deux lacunes — et nous pouvons continuer — je pense que pour faciliter la transition vers un nouveau système énergétique, le secteur public devra jouer un rôle clé pendant un certain temps, ce qui nécessitera davantage de ressources.

Nous ne faisons pas partie des pays qui consacrent le plus de fonds à l'aide publique au développement dans le monde. Nous sommes loin de ce que font les Scandinaves. Cela constitue une autre pression en matière de dépenses.

Compte tenu de ces pressions structurelles fondamentales en matière de dépenses, nous devons générer plus que revenus, soit environ 16 points de pourcentage du PIB. Ces revenus devront probablement provenir du gouvernement fédéral et il faudra procéder à un certain remaniement du système.

Je pense que la COVID a mis fin à une grande partie de cette conversation sur la politique fiscale. Nous nous concentrons beaucoup sur la gestion de cette crise de santé publique et de son impact économique, mais ces pressions importantes font partie du programme économique post-COVID.

Le sénateur Marwah : C'est exactement ce qui me préoccupe : il n'y a aucune discussion sur la question des revenus. Nous allons devoir nous y atteler parce que les demandes sont très nombreuses, mais il n'y a pas de discussion sur la façon d'augmenter les revenus ou sur ce que nous pouvons faire en matière de politique ou de réforme fiscale. Devons-nous modifier la TPS ou [Difficultés techniques] Devrions-nous entreprendre une sorte de réforme fiscale globale qui permette de déterminer comment mieux percevoir nos revenus et comment les augmenter au fil du temps?

Mr. Page: Yes, I think we do. I honestly think it is, from my own experience, the kind of study that can only come from the Senate. I can understand why politicians don't want to talk about raising taxes in the recent environment where we're dealing with a public health crisis; it's not going to get you re-elected. But a body like this, with the experience that exists in our Senate that looks long term in structure, puts the conversation up front. I think it could happen here, and I think there's the dimension about revenue need. Then there's the dimension, which I think you're getting at, senator, of how we structure the tax system federally, provincially and with the municipalities so that it has all the benefits of neutrality but still promoting the kinds of movements that we need to deal with a low-carbon economy.

The Chair: I think you've raised some very interesting points there; while the spending was needed at the front end of COVID and it was timely, it was excessive and it couldn't go to the right places. The small businesses that are now struggling were shut down so nobody could go and spend their money there, and now it's out floating about and pushing inflation up.

We're still seeing a lot of spending on the part of government, but it seems piecemeal. It's \$40 million here and it's \$50 million there and it's on social spending or project spending, but, again, there's no kind of big target, as you say. We do not have the revenue to meet the bills that we are going to have to pay, whether it's military or the health care system or all of the things that you've outlined.

What are you proposing? Obviously, a budget will come, but you keep saying there is no strategy and no plan. What would you like to see pretty quickly that would give peace of mind to some of the issues that Senator Marwah has just put on the table?

Mr. Page: Thank you, chair. I think it is the strategy and the plan for our post-COVID economy. This talk has been going on since probably the fall of 2020 about the post-COVID economy in all sorts of studies by the IMF — the International Monetary Fund — the OECD, the World Bank and think tanks about the various key pieces that need to be included in it. It seems like, because of the COVID crisis and the Russian war in Ukraine, the government has been reticent to put it out. We really didn't have a big policy debate in the 2021 election. The platforms weren't really addressed to deal with those sorts of big issues.

M. Page : Oui, c'est ce qu'il faut faire. Je pense honnêtement, d'après ma propre expérience, que ce genre d'étude ne peut émaner que du Sénat. Je peux comprendre que les politiciens ne veuillent pas parler d'augmenter les impôts dans le contexte actuel, alors que nous faisons face à une crise de santé publique; ce n'est pas le genre de mesure qui leur permettra de se faire réélire. Mais un organe comme le Sénat, qui, en s'appuyant sur son expérience, examine la structure sur le long terme, pourrait placer la conversation au premier plan. Je pense que cela pourrait se faire ici, et je pense qu'il y a la dimension du besoin de revenus. Il y a ensuite la dimension, à laquelle je pense que vous avez fait allusion, sénateur, de la manière dont nous structurons le système fiscal aux niveaux fédéral, provincial et municipal, pour qu'il présente tous les avantages de la neutralité tout en favorisant les types de mouvements dont nous avons besoin pour nous adapter à une économie à faible émission de carbone.

La présidente : Je pense que vous avez soulevé des points très intéressants. Les dépenses étaient nécessaires au début de la COVID et sont arrivées à point nommé, mais elles étaient excessives et n'étaient pas très bien ciblées. Les petites entreprises qui sont aujourd'hui en difficulté ont été fermées, de sorte que personne n'a pu y dépenser son argent, et maintenant, cet argent circule et fait grimper l'inflation.

Le gouvernement continue de dépenser beaucoup d'argent, mais de façon décousue. Ce sont 40 millions de dollars par-ci, 50 millions de dollars par-là, et ces dépenses sont consacrées à des programmes sociaux ou à des projets, mais, encore une fois, il n'y a pas de cible précise, comme vous dites. Nous n'avons pas les revenus nécessaires pour payer nos factures, qu'il s'agisse de l'armée, du système de soins de santé ou de toutes les choses que vous avez mentionnées.

Que proposez-vous? De toute évidence, un budget sera présenté, mais vous ne cessez de dire qu'il n'y a ni stratégie ni plan. Que devrions-nous faire assez rapidement pour apporter une certaine tranquillité d'esprit relativement à certaines des questions que le sénateur Marwah vient de soulever?

M. Page : Merci, madame la présidente. Je pense qu'il nous faut établir une stratégie et un plan pour notre économie post-COVID. On parle probablement depuis l'automne 2020 de l'économie post-COVID dans toutes sortes d'études du FMI — le Fonds monétaire international — de l'OCDE, de la Banque mondiale et de groupes de réflexion sur les divers éléments clés qui doivent être inclus dans cette économie. Il semble qu'en raison de la crise de la COVID et de la guerre russe en Ukraine, le gouvernement hésite à présenter ces plans. Lors des élections de 2021, nous n'avons pas vraiment eu de grand débat sur les politiques. Les plateformes n'ont pas vraiment abordé ces questions importantes.

We can make the argument that some parties were willing to talk about some of these big potential items that could be needed, but they weren't the governing party and they weren't the official opposition and so they didn't have the gravitas.

Having been a public servant through the 1980s, 1990s and 2000s, we've used the Senate and we've used royal commissions to study these fundamental structural changes. We brought in experts from across societies to have this kind of conversation. I think about all these big issues: What will it take for Canada to improve its competitiveness over the medium to long term in a world that is being decarbonized? What will it take for Canada to hit its 2030 and 2050 targets? Do we have the safety net system in this world to deal with the big shocks that we seem to be getting now more often than not?

What is our framework to deal with resilience, both with respect to climate change and public health shocks and public security shocks? Are we spending appropriately? Where are the frameworks they have in place? How does the public sector work with the private sector? There is a big strategy that needs to go along with the change of policies and —

The Chair: Yes, we do need that — I couldn't agree more — but we're also facing some of this other stuff in short order. You've talked about a monetary policy shock and we can't have 3.5 points in this condensed a time without it having a huge whack and impact, which we are starting to see. So can we do two things at once?

Mr. Page: I don't think there is much of an economic policy choice with respect to doing what is necessary to get macroeconomic stability. Having rising inflation rates like we did early this year — rates climbing to over 8% — I think that had to be stopped. There's going to be a price to pay for that, and I think it's the slowdown that is likely inevitable in 2023.

But it doesn't mean we should stop. The fact that you're meeting and talking about the economy and inflation, and most of the questions are longer term, that's exactly what we need to be doing. We need to do the thinking now and create the context for these fundamental changes.

I definitely think we could respond with public policy to deal with this macroeconomic instability, but we definitely need the policy thinking, the debates and building up consensus around these plans to promote a stronger economy, sustainability, inclusion and resilience so that we can start implementing the programs. And I think creating the conditions to say, "Yes, we have to pay more taxes, that maybe we need another point or two points of GST in this environment for a period of time," is what it will take to be sustainable.

Certains partis auraient peut-être aimé parler de certains de ces éléments potentiels importants qui pourraient être nécessaires, mais ils n'étaient ni le parti au pouvoir ni l'opposition officielle et ils n'avaient donc pas l'autorité nécessaire.

J'ai été fonctionnaire dans les années 1980, 1990 et 2000, et on a demandé au Sénat et à des commissions royales d'étudier ces changements structurels fondamentaux. On a fait venir des experts de partout pour en discuter. Je pense à toutes les grandes questions suivantes : que faut-il faire pour que le Canada améliore sa compétitivité à moyen et long terme dans un monde en pleine décarbonation? Que faut-il faire pour que le Canada atteigne ses cibles en 2030 et en 2050? Disposons-nous du filet de sécurité nécessaire pour affronter les grandes crises qui semblent se manifester maintenant plus souvent?

Quel cadre avons-nous pour accroître la résilience face aux changements climatiques, aux crises de santé publique, aux crises de sécurité publique? Dépensons-nous de la bonne façon? Où sont les cadres que nous avons en place? Comment le secteur public travaille-t-il avec le secteur privé? Nous devons avoir une grande stratégie pour accompagner les changements de politiques et...

La présidente : Oui, nous avons besoin de cela — et je ne saurais être plus d'accord —, mais nous faisons face aussi à d'autres problèmes à court terme. Vous avez parlé de la crise de la politique monétaire, et une hausse de 3,5 points en si peu de temps ne peut se faire sans provoquer un déséquilibre et des répercussions considérables, et on commence à s'en rendre compte. Donc, pouvons-nous agir sur deux fronts à la fois?

M. Page : Au sujet de la politique économique, je ne pense pas que nous ayons vraiment le choix de faire ce qui est nécessaire pour parvenir à la stabilité macroéconomique. Je pense qu'il fallait mettre un frein à la poussée inflationniste que nous avons connue en début d'année, lorsque le taux dépassait les 8 %. Je pense que le prix à payer pour cela sera un ralentissement, sans doute inévitable, en 2023.

Toutefois, cela ne veut pas dire que nous devons nous arrêter là. Le fait que vous vous réunissiez pour discuter d'économie et d'inflation — et la plupart des enjeux sont à long terme —, c'est exactement ce qu'il faut faire. Il faut que la réflexion se fasse maintenant pour créer l'environnement nécessaire à ces changements fondamentaux.

Je suis convaincu que nous pouvons utiliser la politique publique pour remédier à l'instabilité macroéconomique, mais nous avons assurément besoin d'une réflexion stratégique, de débats, afin de parvenir à un consensus au sujet des plans à mettre en place pour renforcer l'économie, la durabilité, l'inclusion et la résilience, afin de commencer à mettre en œuvre les programmes. Je crois aussi que nous devons créer les conditions pour dire qu'il faut, dans ce contexte et pendant un certain temps, payer plus d'impôts et relever la TPS d'un ou deux points si on veut inscrire le tout dans la durée.

I think we really need the Senate. That's why I was glad to show up.

The Chair: I can't wait for the election campaign where everybody is discussing raising the GST by two points. That ought to be interesting.

Senator C. Deacon: Thank you, Mr. Page. This has been a riveting conversation.

I want to speak to regulation, if I could, for a second, because we're working our way through a number of issues. One of the big challenges we have in this country is a command-and-control regulation culture. We lead the OECD in this regard, and that really slows down the opportunity to innovate because when you define the process that must be followed, the innovation comes in disrupting the process. All of our regulatory modernization efforts are moving very, very slowly. To what extent can digitization play a role? Again, we're last in the OECD in e-government and moving toward digital government. So there is the opportunity to go from worst to first in a few areas.

I want to hear your thoughts about the role of not paving over the same old cow path but changing a regulation and digitizing to make it more efficient for government and business in dealing with the HR challenge that we have in government. We've got too many analog processes. What have you been looking at in that regard?

Mr. Page: I haven't been doing enough looking in that regard, but I would say that in this conversation we had today, we talked about revenues, spending and monetary policy. Now we mention regulation; I think regulation is a fundamental policy instrument. As we go forward and we think of what the post-COVID economy looks like and we think about the role that the public sector has to play to facilitate transition, the key role the public sector plays is defining the marketplace. So in this new digital, low-carbon world, we need a fundamental rethink in terms of how we want to structure those markets so that they're working for people.

I think if the Senate is leading this and we're looking at revenues, spending, monetary policy and mandates going forward, all I can say at this point is we need to look at regulation and the full breadth of it as a fundamental policy instrument to structure these markets in a post-COVID world where we need less carbon.

Pour ce faire, je pense que nous avons vraiment besoin du Sénat, et c'est pourquoi j'étais heureux de venir témoigner.

La présidente : J'ai très hâte de voir la campagne électorale pendant laquelle tout le monde parlera de hausser la TPS de deux points. Ce sera assurément très intéressant.

Le sénateur C. Deacon : Je vous remercie, monsieur Page. Nous avons une discussion captivante.

Je veux parler de la réglementation, si je peux me permettre, car nous avons divers problèmes à régler. La culture de la réglementation de type commande et contrôle est un de nos gros problèmes au pays. Nous sommes en tête des pays de l'OCDE à cet égard, et cela freine vraiment les possibilités d'innovations, car quand on établit des procédures qu'il faut suivre, il n'y a pas de place pour l'innovation. Nos efforts de modernisation de la réglementation progressent très lentement. Dans quelle mesure la numérisation peut-elle jouer un rôle? Nous nous classons au dernier rang parmi les pays de l'OCDE pour ce qui est de la transition vers le cybergouvernement et le gouvernement numérique. Nous avons donc la possibilité de passer du dernier au premier rang dans quelques domaines.

J'aimerais savoir ce que vous pensez du fait de ne pas toujours faire les choses de la même façon, de changer la réglementation, d'accroître la numérisation pour rendre le gouvernement et les entreprises plus efficaces et remédier aux problèmes de ressources humaines que nous connaissons. Nous avons trop de processus analogiques. Vous êtes-vous penché sur ce type de questions?

M. Page : Je ne me suis pas assez penché sur ces questions, mais je dirais que dans les échanges que nous avons eus aujourd'hui, nous avons parlé de recettes, de dépenses et de politique monétaire. Nous parlons maintenant de réglementation, et je pense que la réglementation est un instrument de politique fondamentale. Quand on pense à l'économie de l'après-COVID et au rôle que le secteur public doit jouer pour faciliter la transition, le principal rôle du secteur public consiste à définir les marchés. Dans ce nouveau monde numérique et faible en carbone, nous devons donc revoir en profondeur la façon dont nous voulons structurer ces marchés pour qu'ils fonctionnent bien pour la population.

Je pense que si le Sénat pilote ce dossier et que nous examinons la question des recettes, des dépenses, de la politique monétaire et des mandats, ce que je peux dire pour l'instant, c'est que, oui, nous devons examiner la réglementation, toute la réglementation, et la considérer comme un instrument de politique fondamentale pour structurer les marchés dans le monde de l'après-COVID où nous devons réduire notre empreinte carbone.

Senator Loffreda: Mr. Page, thank you once again for being here. You did mention the labour market was in good shape. I have a Fraser Research Bulletin from August 2022 I'd like to quote, and I'd like your insights on it:

An adjustment for population growth shows that the share of adults above the age of 15 employed in the private sector has fallen from 49.3 percent to 48.2 percent during this period.

It is clear that the government sector is disproportionately driving Canada's labour market recovery. Private sector total employment is now only slightly above pre-pandemic levels and once an adjustment is made for population growth, private sector employment is in fact lower than it was in February 2020.

That is fairly recent, from August, and we've all seen reports without getting into the reports. Senator Bellemare also mentioned the budgets. We were looking at \$20 billion yesterday in Supplementary Estimates (B). The government expenses and costs are increasing, including the labour side.

What are your thoughts or recommendations going forward?

Mr. Page: With respect to the labour market, we can say from a macroeconomic perspective that some of the headline numbers, particularly the unemployment rate numbers and even the number of unemployed — I don't like to use the words "good shape" — given what we've gone through in terms of the COVID experience, the fact that we can have an unemployment rate in Canada around 5% and the number of unemployed is less than it was prior to COVID in January and February of 2020, that is a good thing.

I agree with the premise of your question. There's a risk — and Senator Marshall talked a bit about this — that we're overplaying the tightness of the labour market. That is an expression that economists and central bankers use when they say, "We need to raise interest rates even more because this market is too tight."

I probably share a bit more the sentiment from the Fraser Institute study, where it was just that we're still fairly wounded from the COVID experience. Our participation rates have not recovered. Labour force participation rates have not recovered to pre-COVID levels. Our employment rate numbers have not fully recovered. This labour market is not tighter than it was going into COVID. To say now that we need to keep raising interest rates more and more because the labour market is so tight — it is not that tight. I don't find it that tight. Wages have moved up, but people are trying to maintain real wages and not lose so much ground relative to this high inflation.

Le sénateur Loffreda : Monsieur Page, je vous remercie encore une fois d'être avec nous. Vous avez dit que le marché du travail se portait bien. J'aimerais vous citer un extrait du bulletin de l'Institut Fraser d'août 2022 et savoir ce que vous en pensez :

Selon un rajustement en fonction de la croissance de la population, le pourcentage des adultes de plus de 15 ans à l'emploi dans le secteur privé a diminué pour passer de 49,3 % à 48,2 % pendant la période.

De toute évidence, le secteur public joue un rôle disproportionné dans la reprise du marché du travail au Canada. Le nombre d'emplois total dans le secteur privé se situe aujourd'hui seulement un peu au-dessus de son niveau pré-pandémie, et après le rajustement en fonction de la croissance de la population, on constate que l'emploi dans le secteur privé est en deçà de ce qu'il était en février 2020.

L'information est très récente, elle date d'août, et nous avons tous vu des rapports, sans entrer dans les détails. La sénatrice Bellemare a aussi parlé des budgets. Nous examinons le Budget supplémentaire des dépenses (B) hier, soit 20 milliards de dollars. Les dépenses et les coûts du gouvernement sont en hausse, y compris du côté de la main-d'œuvre.

Qu'en pensez-vous et quelles sont vos recommandations à ce sujet?

M. Page : Au sujet du marché du travail, on peut dire d'un point de vue macroéconomique que les chiffres qui font les manchettes, en particulier ceux sur le taux de chômage et même sur le nombre de chômeurs — et je n'aime pas utiliser les mots « se porte bien » —, étant donné ce que nous avons vécu pendant la COVID, le fait d'avoir un taux de chômage autour de 5 % au Canada et le fait que le nombre de chômeurs soit moindre qu'avant la COVID en janvier et février 2020, c'est une bonne chose.

Je suis d'accord avec vous sur la prémisse de votre question. Il existe un risque — et la sénatrice Marshall en a parlé un peu — que nous exagérons le resserrement du marché du travail. C'est une expression que les économistes et les banquiers centraux utilisent quand ils parlent du fait qu'il faut encore hausser les taux d'intérêt, car le marché est trop serré.

Je suis sans doute plus d'accord avec l'Institut Fraser lorsqu'il est mentionné dans son étude que nous sommes encore ébranlés par l'expérience de la COVID. Nos taux de participation ne sont pas encore ce qu'ils étaient. Les taux de participation au marché du travail n'ont pas atteint les niveaux d'avant la COVID. L'emploi ne s'est pas pleinement rétabli. Le marché du travail n'est pas plus serré qu'il l'était avant la COVID. Quand on dit qu'il faut continuer à hausser les taux d'intérêt parce que le marché du travail est serré... Il n'est pas si serré que cela. Je ne le trouve pas si serré que cela. Les salaires sont à la hausse, mais les gens essaient de maintenir leurs salaires réels et ne pas trop perdre en raison de la forte inflation.

It is the same when people talk about the economy in terms of output growth. Again, when I look at the numbers, my sense is that we're operating well below trend. We've only grown 2.7 percentage points in two and a half years, cumulatively, since the fall of 2020. If you looked at the year-over-year growth rate, basic prices and production data, we grew 2.7% on a year-over-year basis in the fall of 2013, so in one year, we grew as much as we did in two and a half years. We haven't recovered all that we've lost from a trend perspective, so I think we have to be careful that we don't overdo the increases in the policy rate on the assumption there are enormous demand pressures. There are fairly significant supply constraints in the context of the global economy and to some degree in the Canadian economy, but raising interest rates will not help you on the supply side. It can't change fundamentally the supply. You're just going to play on the demand side of the economy. I do worry in the short term that we could overdo it.

My first job in the public service was as an inflation analyst in the Department of Finance in 1981. Inflation was 13%. It was a very busy job. People worried about going back to the late 70s or early 80s in terms of embedding in this high-inflation environment and high-unemployment environment. My intuition is that if we slow the economy down, no one will be talking about inflation one year from today. It will not be on your agenda. Part of it will be because of the big increases in the balance sheets in households and businesses. It is quickly working itself off because of higher inflation. A slowdown in the economy while we have depressed energy prices in particular — you can see already in these global commodity markets that these numbers are moving down — won't be our big issue in the fall of 2023. I think these numbers will start to come down.

The Chair: We're going to have a quick final question from Senator Gignac, and then that will be the end.

[*Translation*]

Senator Gignac: My question is for the former parliamentary budget officer.

This year the Minister of Finance announced nearly \$20 billion in new measures, but outside the budget and before the economic update. These are called off-cycle budget measures.

You worked with the late Minister Flaherty and other governments. Twenty billion dollars is a substantial sum, after all; that represents 40% of the new measures that were announced outside of a budget and economic update.

Il en va de même lorsque les gens parlent de l'économie en termes de croissance de la production. Encore une fois, quand je regarde les chiffres, j'ai l'impression que nous sommes bien en deçà des tendances. La croissance n'a été que de 2,7 points de pourcentage en deux ans et demi, cumulativement, depuis l'automne 2020. Quand on regarde le taux de croissance sur 12 mois, les prix de base et les données sur la production, la croissance a été de 2,7 % sur 12 mois à l'automne 2013, ce qui veut dire qu'en une année, la croissance a été la même qu'en deux ans et demi. Nous n'avons pas encore regagné tout le terrain perdu du point de vue des tendances, alors je pense que nous devons être prudents et ne pas exagérer les hausses du taux directeur en présumant que les pressions sur la demande sont énormes. Les contraintes pesant sur l'offre sont importantes dans l'économie mondiale, et dans une certaine mesure dans l'économie canadienne, mais l'augmentation des taux d'intérêt ne nous aidera pas du côté de l'offre. Cela ne peut pas modifier fondamentalement l'offre. On n'influera que sur la demande dans l'économie. Je crains vraiment qu'à court terme on aille trop loin.

Mon premier emploi à la fonction publique était un poste d'analyste de l'inflation au ministère des Finances en 1981. L'inflation était à 13 %. Nous étions très occupés. Les gens ont peur de revenir à la fin des années 1970 ou au début des années 1980 et de s'enliser dans ces hauts taux d'inflation et de chômage. J'ai l'impression que si nous ralentissons l'économie, personne ne parlera d'inflation dans un an. Vous n'aurez pas cela au programme. C'est notamment parce que les fortes hausses dans le bilan des ménages et des entreprises vont se résorber rapidement en raison de l'inflation. Un ralentissement dans l'économie en particulier lorsque les prix de l'énergie sont à la baisse — on voit déjà que les prix sont en baisse sur les marchés mondiaux des matières premières —, je ne pense pas que ce sera un grave problème à l'automne 2023. Je pense que ces chiffres vont commencer à baisser.

La présidente : Le sénateur Gignac posera une dernière question avant la fin de la séance.

[*Français*]

Le sénateur Gignac : Ma question s'adresse à l'ancien directeur parlementaire du budget.

Cette année, le ministre des Finances a annoncé des sommes de près de 20 milliards de dollars pour de nouvelles mesures, mais en dehors du budget et avant la mise à jour économique. On appelle cela des mesures budgétaires hors cycle.

Vous avez travaillé avec le défunt ministre Flaherty et d'autres gouvernements. Une somme de 20 milliards de dollars est tout de même considérable; il s'agit là de 40 % des nouvelles mesures qui ont été annoncées en dehors d'un budget et d'une mise à jour économique.

Have you seen this in the past or is this a new trend?

How can we, as parliamentarians, respond to this?

[English]

Mr. Page: Thank you, senator. Having worked at these central agencies and having worked on budgets for a period of time, I've seen different thinking about how to use budgets and updates in terms of policy announcements and spending announcements.

I think there are different schools of thought. There's a school of thought that says we should use the budget to make most of your spending announcements and limit your off-cycle kinds of announcements. But then there are other people thinking that it's actually okay to have off-cycle announcements and use mid-year updates as mini budgets. We don't have to make the budget the one supreme event in the financial cycle. We can have these off-cycle announcements.

In an environment where there's so much uncertainty and governments are seen to play a stabilizing role, there's a certain logic to using updates to expect measures. From my personal perspective, I don't think the measures in the last Fall Economic Statement, from both a total balance sheet perspective and a total economic perspective, were that large. You can spread out over six years of time frame. There was a little over \$30 billion in new measures, or almost \$8.5 or \$10 billion depending on how you look at the numbers. There weren't even announcements. We were told to stay tuned because there's going to be more off-cycle announcements. Almost a third of the \$30 billion was "stay tuned" stuff, of which we've seen one or two measures recently. The other part was to help vulnerable people, which is about a third. There were big measures on the GST credit; some help for households, for the housing sector and for students and then there were some measures with respect to the post-COVID economy.

In the context of a government that spends over \$400 billion a year and in the context of a planning framework where the economy is \$2.7 trillion and going up to over \$3 trillion over the next five years, that's a rounding error. You could almost criticize it and say, "We got the scale wrong." At some point the Senate has to analyze what the scale is to create competitiveness in the Canadian economy going forward. What's the role of the private and the public sector? What's the scale to have a basic income type of program? What's the scale of spending that needs to go on so we have private and public frameworks that actually support resilience to deal with climate change and public health shocks, et cetera? It looks like a lot of little measures that the chair talked about. Again, in doing this long-term structural

Avez-vous déjà observé cette façon de faire par le passé ou s'agit-il d'une nouvelle tendance?

Comment pouvons-nous, comme parlementaires, réagir face à cela?

[Traduction]

M. Page : Je vous remercie, sénateur. Comme j'ai travaillé au sein des organismes centraux et que j'ai travaillé à la préparation des budgets pendant un certain temps, j'ai vu différentes façons d'utiliser les budgets et les mises à jour pour procéder aux annonces de politiques et de dépenses.

Il y a différentes écoles de pensée. Une veut que l'on utilise le budget pour procéder à la plupart des annonces de dépenses et qu'on limite les annonces hors cycle. Une autre veut, au contraire, qu'il soit bien de procéder à des annonces hors cycle et d'utiliser les mises à jour de mi-année comme des mini-budgets. Ce n'est pas une obligation de faire du budget l'événement suprême du cycle financier. On peut avoir des annonces hors cycle.

Dans un environnement où il y a tant d'incertitude et où les gouvernements sont perçus comme jouant un rôle de stabilisation, il existe une certaine logique à utiliser les mises à jour pour attendre des mesures. À mon avis, les mesures annoncées dans la dernière mise à jour économique de l'automne, tant du point de vue du bilan global que des perspectives économiques globales, n'étaient pas si importantes. On peut les étaler sur six ans. Les nouvelles mesures dépassaient à peine les 30 milliards de dollars, ou près de 8,5 milliards ou 10 milliards de dollars selon la façon de voir les chiffres. Il ne s'agissait pas vraiment d'annonces. On nous a dit de demeurer à l'écoute parce qu'il y aurait d'autres annonces hors cycle. Près d'un tiers des 30 milliards de dollars concernait le volet « restez à l'écoute », dont nous avons vu une ou deux mesures dernièrement. L'autre volet, environ un tiers, visait à aider les gens vulnérables. Il y avait des mesures importantes concernant le crédit pour la TPS, un peu d'aide pour les ménages, le secteur du logement et les étudiants, puis quelques mesures pour l'économie de l'après-COVID.

Quand on parle d'un gouvernement qui dépense plus de 400 milliards de dollars par année, et quand on parle d'un cadre de planification pour une économie de 2,7 billions de dollars, qui atteindra plus de 3 billions de dollars au cours des cinq prochaines années, c'est une erreur d'arrondi. On pourrait presque critiquer cela et dire que l'échelle n'est pas la bonne. À un certain moment, le Sénat devra analyser l'échelle nécessaire pour créer de la compétitivité dans l'économie canadienne de demain. Quel est le rôle du secteur privé et quel est celui du secteur public? Quelle est l'échelle pour avoir un programme de revenu de base. Quelle est l'échelle des dépenses nécessaires pour que nos cadres privés et publics favorisent la résilience afin de composer avec la crise des changements climatiques, la crise

study on the post-COVID economy, one of the issues is scale and one of the policy instruments is regulation.

The Chair: Thank you so much for this. You've given us a lot of work to do. We're appreciative of that, but you've given us a great roadmap. Thank you so much for your time today, Kevin Page, President and CEO of the Institute of Fiscal Studies and Democracy, and, of course, Canada's first Parliamentary Budget Officer; you really laid out the plan for what that role is. We so appreciate your comments today.

I'm going to ask everyone to stay in place for one minute before we have our steering meeting, but I'm going to bring this meeting to a formal end.

(The committee adjourned.)

de santé publique, etc. Il semble y avoir beaucoup de petites mesures, comme l'a mentionné la présidente. Encore une fois, dans le cadre de votre étude structurale à long terme sur l'économie de l'après-COVID, un des enjeux est l'échelle, et l'un des instruments de politique est la réglementation.

La présidente : Je vous remercie beaucoup de vos réponses. Vous nous donnez beaucoup de travail à faire, vous savez, mais vous nous avez donné aussi une solide feuille de route. Je vous remercie beaucoup de nous avoir accordé de votre temps aujourd'hui, monsieur Page. Je rappelle que vous êtes président et premier dirigeant de l'Institut des finances publiques et de la démocratie, et que vous avez été, bien sûr, le premier directeur parlementaire du budget du Canada. Vous avez vraiment donné corps à ce rôle. Nous vous remercions beaucoup de vos observations aujourd'hui.

Je vais demander à chacun de demeurer sur place une minute avant la tenue de notre comité de direction, mais je vais d'abord mettre fin officiellement à la présente séance.

(La séance est levée.)
